

La revue catholique des idées et des faits

SOMMAIRE

Notre politique coloniale
Noël et les pauvres
Corneille-François Nelis
Mussolini anecdotique
Le Concile de Madrid
Italo Balbo
La question juive

Octave LOUWERS
Comte CARTON de WIART
Carlo de CLERCO
Guido de LUCA
Henri MASSIS
Fernand DESONAY
Fernand DESCHAMPS

Les idées et les faits : Chronique des idées : « Encyclopédie belge », Mgr J. Schyrgens.

La Semaine

Bonne, sainte et heureuse année à tous nos amis, collaborateurs, abonnés et lecteurs! Puissent-ils, par une correspondance toujours meilleure aux appels de la Grâce, se rapprocher, en 1934, de ce qu'attend d'eux le Roi des rois et le Seigneur des seigneurs, notre Christ Jésus qui reçut les nations en héritage pour les juger quand sera parfait le nombre des élus, but de la création et fin de la Rédemption.

Fin d'année plutôt mouvementée chez nous. Agitation regrettable autour d'une affaire qui ne mérite vraiment pas que de bons Belges se battent et s'entre-déchirent. De quoi s'agit-il? De 75 fonctionnaires plus ou moins coupables, ou plus ou moins innocents — plus innocents que coupables s'il faut en croire la commission administrative qui statua sur leur cas et dont tous les ministres approuvèrent les décisions.

Une nouvelle fois, une partie notable de l'opinion publique — et parmi elle beaucoup d'anciens combattants dignes d'une considération spéciale car nous leur devons d'être indépendants et libres — mal, ou suffisamment informée, a pris feu et flamme. Ces braves gens, car les Fraternelles groupent d'excellents patriotes, persuadés qu'on songeait à favoriser des traîtres et à gaver des misérables qui n'avaient pas hésité à escompter et à monnayer une défaite de la Belgique, ont clamé hautement leur indignation. Ils sont égarés par une presse qui ne leur a que trop représenté la mentalité flamande comme antinationale et leurs propres chefs ne leur ont pas ouvert les yeux.

En admettant comme acquis le bien-fondé et la justice des mesures de clémence et de réhabilitation qui allaient être prises, quel dommage que personne n'ait songé à les présenter à l'opinion publique belge de manière telle qu'aucune équivoque n'était possible! Cela s'imposait pourtant. La crise reste aiguë. L'autorité n'a guère de prestige en ce moment. La campagne contre les banques, dont le public retient que la Haute Finance nous exploite tous; l'affaire des commissaires qui, pour les simples, compromettent toute la Justice, demandaient que l'on prit des précautions spéciales pour empêcher qu'un acte d'équité — supposons le tel — ne prit, en ce moment, apparence d'arbitraire, de complaisance et d'abdication. Nous n'avons vraiment pas besoin de cela en Belgique en ce moment! Comment ne pas se dire, dimanche dernier, devant l'indignation des Fraternelles, que la justice, une justice poursuivie à contretemps, ou de façon malhabile, risque parfois de causer un joli désordre?

Les Flamands la demandent, cette justice, car ils persistent à croire, et ils n'ont pas tout à fait tort, que dans la poursuite des traîtres, après la guerre, la passion antiflamande se donna parfois libre cours. Beaucoup de Belges d'expression française réclament de leur côté, et avec raison, que l'Autorité soit ferme et ne fasse pas de largesses à des indignes, alors que la dureté des temps

l'oblige à restreindre ce qu'elle accorde aux soldats qui s'exposèrent et se dévouèrent pour elle.

Le Roi a fort bien répondu à ceux qui en appelèrent à lui : personne ne songe à blanchir des traîtres. Au gouvernement donc à trouver les moyens de rassurer les Belges qui croyaient le contraire. Il doit être possible de démontrer que les décisions prises, dans les 75 cas retenus, sont justifiées. D'autre part, que les Flamands ne s'impatientent pas outre mesure! Voilà de longues années que ces 75 « victimes » attendent, quelques semaines ne compromettront pas la justice de leur cause. La paix publique, — *suprema lex* — loi suprême, prime les exigences de la justice individuelle. Les ministres flamands ont beau avoir raison quand ils invoquent une décision prise à l'unanimité par tout le Gouvernement, il y a que gouverner est moins une affaire de logique qu'une affaire de psychologie. La cause flamande a fait trop de progrès pendant les dernières années pour qu'on la compromette par une hâte que ne justifie pas l'importance bien relative de la cause de ces révoqués. Poser, à son propos, d'irritants, de graves questions de principe, est-ce de la bonne politique?

* * *

Que les malentendus linguistiques sont donc tenaces! Et combien difficiles à dissiper, malgré la presse et la radio! Certes, l'apaisement se fait petit à petit. La Flandre se flamandise et l'extrémisme se meurt. Personne n'eût pu prévoir, d'ailleurs, une fin aussi rapide de ce nationalisme frontiste qui montait et s'étendait comme une marée, menaçant de tout engloutir. Mais chez les adversaires d'hier, chez les Belges auxquels, pendant tant d'années, on n'a cessé de répéter que tout progrès flamand marquait un recul belge, que de préjugés encore! Et quel dommage que souvent la presse d'expression française excite, au lieu de les apaiser, des passions antiflamandes trop longtemps nourries pour être mortes déjà. L'affaire des réintégrations les a réveillées, ces antipathies linguistiques et raciques, et c'est bien son côté le plus dangereux. A l'Autorité, au gouvernement de mettre à profit l'occasion de montrer à tous les patriotes de bonne foi, par dessus la tête des mauvais bergers et des pêcheurs en eau trouble, des écrivassiers et des péroreurs qui n'ont jamais rien compris au problème flamand, comme de ceux qui n'ont cessé d'exploiter à des fins personnelles les plus nobles sentiments, que la grandeur de la Belgique demande, en ces heures difficiles, l'union étroite de tous ses enfants. Flamands et Wallons ont à faire face au danger extérieur et aux lourds problèmes économiques et financiers. Le moment est mal choisi pour se battre à propos de 75 compatriotes, victimes plus ou moins intéressantes de certains excès (?) de la légitime colère qui éclata après la Victoire contre ceux qui avaient pactisé et trahi. Il y a vraiment mieux à faire qu'à rallumer ces vieilles querelles!

Nous sommes trop rarement de l'avis du *Peuple* pour ne pas

souligner ici sa manchette de dimanche dernier : « Dans la question des fonctionnaires que l'on veut réintégrer, voici notre opinion : Pour les traîtres, rien; pour les malheureux, la clémence; et pour les victimes, la réhabilitation ». D'accord, mais à la condition que l'opinion publique ne s'y méprenne pas et sache qu'on ne réhabilite que des victimes.

Quand ces lignes paraîtront, le cabinet de Broqueville aura-t-il trouvé une « formule »? Les esprits sont très montés. On parle de rien moins que de révolte des Fraternelles, de résistance par la force à une réhabilitation qu'elles jugent indigne. D'autre part, les masses flamandes pourraient s'enflammer demain. Nous voulons croire encore que ce ne sont tout de même pas de pareilles équivoques, d'aussi lamentables malentendus qui jetteront l'une sur l'autre, les deux moitiés du pays! Certes, quand les passions sont déchaînées la raison n'a plus grand'chose à dire — n'a-t-on pas été jusqu'à annoncer par voie d'affiches, que la réintégration des fonctionnaires aurait lieu avec 22.000.000 de francs d'arriérés, alors qu'il a toujours été admis qu'aucun arriéré ne serait payé!! Un vent de folie peut causer bien des dégâts. Faisons quand même confiance au bon sens belge, encore que le climat actuel ne lui soit guère favorable... (1)

Le développement de la campagne de M. le sénateur Crokaert contre la Haute Finance nous confirme dans notre première impression : tout cela risque de faire plus de mal que de bien parce que cette campagne, mal entreprise et mal menée, ne sait pas où elle va. A quoi peut bien être utile le lamentable débailage public auquel nous avons assisté l'autre jour à propos du coton congolais? Que veut donc l'ancien ministre des Colonies? M. Vandervelde le lui demande publiquement : *Quo vadis?*

A dire le vrai, cette campagne, même dans les milieux conservateurs, n'a pas mauvaise presse.

Quiconque, à l'heure présente, dit du mal de la Banque et des banquiers, dénonce leur monopole de fait, s'en prend, selon le formulaire de Karl Marx ou celui de Pie XI, à la dictature économique de ceux qui « détenteurs et maîtres absolus de l'argent, gouvernent le crédit et le dispensent selon leur bon plaisir », peut compter sur une large audience auprès de la multitude des humiliés, des offensés et des étrillés du haut capitalisme.

On aimerait à savoir, toutefois, avec plus de précision, de quel bois M. Crokaert se chauffe, où il veut en venir, à quoi tendent, en définitive, les attaques qui mettent de si méchante humeur ses anciens collègues et « amis »?

Nul doute, d'autre part, que son « anticapitalisme » ne soit pas simplement une attitude et que, très influencé par son entourage immédiat, il ait, à certains moments, regardé du côté de la Russie soviétique, aussi bien que de l'Italie mussolinienne.

Mais combien tout cela reste imprécis et velléitaire.

Qui pourrait dire, par exemple, si le sénateur Crokaert, élu au S. U., est pour, ou contre la démocratie : dans bien des passages de ses discours et de ses articles, toutefois, on perçoit une vague odeur de fascisme.

L'on ne voit pas bien non plus s'il admet, ou s'il repousse, la nationalisation, financière, ou industrielle, des monopoles privés; mais ses rappels au bon vieux temps du capitalisme de libre concurrence, ses éloges des vertus familiales et de la moyenne bourgeoisie, à l'époque où le roi Guillaume fondait la Société Générale et où la crise de l'industrie linière engendrait la famine en Flandre, donne à penser qu'il songe bien moins à une marche en avant, qu'à un impossible, à un chimérique, à un utopique retour en arrière.

(1) En corrigeant les épreuves de ceci, vendredi matin, nous avons appris, qu'à l'intervention du Roi, les ministres se sont ralliés à une procédure dont nous parlerons la semaine prochaine.

Et M. Vandervelde conclut :

Nous voulons, en la développant, approfondir la démocratie. Nous voulons que les dispensateurs du crédit, au lieu d'être les membres d'une oligarchie se recrutant elle-même, soient, comme le propose explicitement notre Plan du Travail, les délégués de ce que Luther appelait « Herr omnes » : M. Tout-le-Monde.

On aimerait à savoir si, dans cet effort de libération, M. Crokaert et ses jeunes amis sont avec nous, ou contre nous.

Peut-être, à la minute actuelle ne le savent-ils pas exactement eux-mêmes. Mais lorsqu'un homme tel que M. Crokaert, se dégageant de son conformisme de parti, s'essaie à donner des directives aux masses populaires, on est bien en droit de lui poser cette question : « Quo Vadis »?

Où, *Quo Vadis?* Et la réponse est urgente car les « jeunes amis » de M. Crokaert font du zèle. Le dernier numéro de *Vlan* en remet C'est l'appel à la révolution. Ce ne serait que drôle si l'heure n'était aussi grave. L'atmosphère actuelle est trop trouble pour qu'un homme conscient de ses responsabilités laisse de maladroits admirateurs augmenter encore, par une injustifiable surenchère démagogique, le malaise qui pèse sur le pays. M. Paul Crokaert doit nous dire clairement où il entend conduire les jeunes qui l'acclament...

* * *

Ce n'est pas encore son dernier article dans le *Soir* (4 janvier) qui nous l'apprend. Il y fait le bilan de 1933 : quatre révolutions; déconfiture de Genève; déconfiture des mauvaises pratiques parlementaires; dictature du profit.

Ici il faut citer :

Déconfiture de l'hypercapitalisme qui, depuis 1918, a introduit ou plutôt imposé, avec une force sans cesse accrue ses principes, ses méthodes et ses hommes en Belgique et dans notre Colonie. Indulgent à toutes les démagogues, tentateur de l'Etat faible et pauvre, suborneur de l'industrie séduite par la mégalomanie, accapareur de toutes les activités, maître des principales avenues du pouvoir, il a accumulé les fautes. Il a contribué à ruiner la propriété privée, si bien que le « capitalisme d'épargne » n'a pas eu d'ennemi plus réel que le « capitalisme de spéculation ». Il a supprimé d'innombrables entreprises individuelles qui seraient aujourd'hui plus robustes dans la crise que dans les grandes et fragiles concentrations trustées et cartellisées. Il a drainé l'argent de tous pour pratiquer une économie qui se révéla finalement contraire à l'intérêt de tous. Il fait en sorte, — suivant la forte expression dont se sert le pape Pie XI, dans l'encyclique Quadragesimo Anno, — que nul ne peut plus respirer sans sa permission.

Mais l'honorable sénateur ne dit toujours pas ce qu'il faut faire! Il affirme bien que :

Contre cette véritable « dictature du profit » se dresse aujourd'hui tout ce qui est resté viril et libre dans la nation, notamment la jeunesse et parmi elle, au premier rang, la jeunesse catholique dont, hier encore, à Bruxelles, la XI^e Semaine sociale, présidée par M. Georges Cassart, apportait le témoignage de la hardiesse et de la générosité.

Mais cela, c'est flatter la jeunesse et non pas la diriger...

Parlant sans doute de sa propre campagne, M. Crokaert écrit :

La plupart des « caciques » du régime n'en sont pas encore revenus. Réveillés de leur vie commode, ils s'interrogent pour savoir ce qui leur arrive. Avant que le coq ait chanté deux fois, il leur faudra bien, bon gré mal gré, renier trois fois leur optimisme impénitent, puis se mesurer avec la nouvelle et farouche réalité.

S'ils n'ont pas le courage de remettre de l'ordre dans la maison, il faut craindre que d'autres, même aux mains moins expertes, ne

prétendent s'en charger. Car, en présence des griefs formulés, il ne suffira plus désormais d'exercer l'art du beau langage et de procéder à des scrutins pour que le public dise amen. Ces temps sont révolus. Les Malcontents sont partout. Les hommes d'ordre le comprendront-ils et agiront-ils courageusement? Il le faut espérer.

Est-ce là autre chose que des mots?...

Et l'article finit par un couplet aux « forces spirituelles et nationales » :

De toutes ces déconfitures, on ne se sauvera qu'en passant enfin du rêve à la réalité, en étant aussi courageux que pessimiste et en ne trichant plus avec aucune difficulté.

Mais surtout on ne se sauvera que par la restauration des forces spirituelles et des forces vraiment nationales. Les hommes mériteraient-ils encore d'être libres s'ils ne savaient plus obéir aux règles de la morale et d'une saine discipline nationale? Il serait vain de réformer les choses de l'Etat sans réformer les hommes et les citoyens. « Le moment approche, — écrit justement Lucien Romier, — où ceux qui se fient à l'esprit de système pour conduire le peuple éprouveront de grandes surprises. »

Verba et Voces! Des mots, rien que des mots... Ah! le danger de l'action purement verbale...

Quelle erreur, quelle faute même que la publication hâtive des *Mémoires* de M. Raymond Poincaré! Le volume qui vient de paraître — *Victoire et Armistice* — le dixième de la série, risque, entre autres conséquences déplorable, de susciter un beau tapage en Italie! Il ne s'est donc trouvé personne pour conseiller à l'ancien Président de la République française — ou à ceux qui ont pris la responsabilité de cette publication — d'attendre quelques années avant de livrer au grand public des détails et des secrets dont la divulgation ne peut faire aucun bien mais pourrait nuire à cette France au service de laquelle M. Poincaré a dépensé tant de talent et tant de forces?

Le sort de l'Europe est commandé, en ce moment, par une entente italo-anglo-française. Quiconque voyage en Italie éprouve à chaque pas combien les Français y sont peu sympathiques en ce moment. Et c'est dans ces conditions que M. Poincaré publie des *Mémoires* dont bien des passages ne peuvent qu'irriter et exaspérer les Italiens?...

* * *

Ceci dit, allons tout de suite et d'abord au point culminant de ce volume, passionnant en un certain sens, malgré sa désespérante grisaille et ce qu'il faut bien appeler sa décevante petitesse. L'Armistice! Le samedi 9 novembre 1918, pendant que Foch négocie l'armistice, M. Poincaré est en Belgique. Il note :

Samedi 9 novembre.

J'ai de longues conversations avec le Roi à Bruges et à Ostende. Je le trouve, comme toujours, très ferme et très vaillant, mais il est attristé de l'armistice qui, dit-il, lui arrache la victoire des mains. Les troupes allaient entrer à Gand demain ou après-demain et à Bruxelles dans quelques jours. Le général Degoutte me parait, lui aussi, dans les mêmes sentiments. L'armée belge était en très belle forme et les Allemands étaient sur le point d'être battus. Ils vont se flatter d'avoir échappé à la défaite.

Combien justifiée, cette tristesse du Roi!...

Rentré à Paris, le 11 au matin, M. Poincaré reçoit la visite de Foch :

Foch me dit que les Allemands ont accepté les conditions qu'il leur a indiquées, mais ils ne se sont pas déclarés vaincus et le pis est qu'ils croient ne l'être point. Foch est, du reste, convaincu que si

l'armistice n'avait pas été signé, l'armée allemande aurait été, avant peu, contrainte à une capitulation générale. N'aurait-ce pas été plus sûr?

A la date du mardi, 19 novembre, M. Poincaré note :

Lebrun, qui revient de Briey, rapporte que les habitants du pays ont tous eu, devant le défilé des Allemands en retraite, l'impression que l'ennemi ne se considérait pas comme battu et que les officiers étaient arrogants. Le radio allemand d'aujourd'hui, les impressions de Lebrun, beaucoup d'autres indices montrent que la hâte de Clemenceau à signer l'armistice risque de saboter la victoire. Combien il eût mieux valu achever de battre l'ennemi sur le champ de bataille!

Citons encore avant de commenter...

Mardi 31 décembre.

Etienne, ancien ministre de la Marine, est désolé que l'armistice ait été précipité et il trouve que les Allemands, n'ayant pas, dit-il, une mentalité de vaincus, resteront redoutables. Il a reçu des lettres d'officiers, cantonnés sur le Rhin, qui disent que les instituteurs allemands enseignent déjà la revanche.

Le 31 décembre 1918!...

Enfin le volume se termine par ces lignes datées du 31 décembre aussi :

Foch est convaincu qu'on peut tirer de son texte toutes les garanties nécessaires et que Clemenceau a négligé de les prendre.

Pour moi, la vérité est qu'on eût mieux fait d'achever la défaite de l'Allemagne avant de signer l'armistice. Mais ni Clemenceau, ni Foch n'ont été de mon opinion, le premier parce qu'il avait hâte de présider aux élections, le second parce qu'il voulait, dans un sentiment d'ailleurs très noble, mettre fin à toutes les batailles meurtrières.

* * *

Il est permis de penser que l'Histoire jugera sévèrement l'erreur de Foch. Oui, son texte permettait tout. Mais Foch devait connaître les hommes qui auraient à s'en servir. En voulant éviter tout gaspillage de sang français n'a-t-il pas, en faisant trop confiance aux hommes d'Etat qui allaient gâter sa victoire, hâté au contraire l'heure de la revanche et provoqué, involontairement, les nouvelles batailles meurtrières qui s'annoncent?

Un général homme d'Etat, un génie plus complet, n'eût-il pas prévu le mauvais traité et anéanti la puissance prussienne pour empêcher qu'elle ne relevât la tête trop vite?...

Et Clemenceau! Présider aux élections : le bel idéal!...

Mais le plus responsable des trois n'est-ce pas M. Poincaré lui-même? Il était convaincu, lui, qu'on allait abimer la Victoire. En légiste consommé, en parlementaire parfait, en bon procédurier, il est resté dans la légalité après avoir vainement essayé de faire prévaloir son opinion. Grand patriote, aimant passionnément la France, M. Poincaré fait, malgré sa vive intelligence et son magnifique désintéressement, figure de petit esprit. Homme public, il livre ses *Mémoires* à l'appréciation de ses contemporains. Il est donc permis de juger leur auteur. Un grand Président eût sauvé la Victoire malgré Foch et malgré Clemenceau. Un grand Président eût fait sauter le carcan qui l'immobilisait à l'Elysée. Un grand Président eût trouvé le moyen d'ameuter le pays et de le convaincre. Mais à aucun moment M. Poincaré ne donne l'impression d'un homme dominant les événements...

* * *

Et Clemenceau! Un tissu de paradoxes et de contradictions. Mais il fut homme qui releva et galvanisa toute les forces d'un pays qui allait s'abandonner. Il incarna la résistance. Il a beau

avoir accumulé les erreurs et les fautes, il reste que sans lui la France n'eût pas tenu. Pourquoi? Mystère des impondérables. Rôle des « gestes ». Valeur et efficacité des symboles. Son action se juge par les résultats. Elle a beau sembler irrationnelle, elle se révèle hautement raisonnable. Pour un Poincaré, Clemenceau est une énigme. Il l'a accepté par patriotisme, mais il ne le comprend pas. Cette imagination et cette fantaisie le déroutent, lui, l'homme des textes et des formules, « l'honnête avoué de province ». Le 6 novembre il écrit dans son journal :

La Chambre a fait hier à Clemenceau, malgré le désordre de son discours, une ovation indescriptible. La presse le porte aux nues ce matin. Pour tout le monde, il est le libérateur du territoire, l'organisateur de la Victoire. Seul, il personnifie la France. Foch a disparu; l'armée a disparu. Quant à moi, bien entendu, je n'existe pas. Les quatre années de guerre pendant lesquelles j'ai présidé l'Etat et que Clemenceau a consacrées à une opposition sans merci contre les gouvernements successifs, sont totalement oubliées.

Quel triste dépit! Mais aussi quelle méconnaissance du « moral » d'un peuple en guerre. Que Clemenceau eût galvanisé les Français, voilà la cause déterminante de la victoire, le facteur décisif, qui, en novembre 1918 souleva la France. Qu'importe alors toutes les contradictions de cet homme qui exaspéraient le logicien Poincaré, l'avocat minutieux, l'habile assembleur d'articles. Le 23 avril il avait noté pourtant :

Clemenceau avait raison de me dire un jour : « Je suis populaire et vous ne l'êtes pas ». Comment le serais-je? Tout le monde croit que c'est Clemenceau qui a sauvé Paris et les armées les 24, 25 et 26 mars. Mon action ne s'extériorise jamais. Je ne puis ni prononcer un mot, ni faire un geste; je suis une âme sans corps. Si par malheur nous subissions une paix mauvaise ou médiocre, toute la honte en rejaillirait sur moi. Je dois ce sacrifice à la Patrie. La légende de Clemenceau est une force nationale. Il faut tirer parti de ses qualités et de sa réputation dans l'intérêt du pays. Il faut tâcher d'atténuer ses défauts et de prévenir ses imprudences.

Parfait, mais M. Poincaré s'y résigne difficilement. Pourquoi? Parce qu'il n'est qu'un très éphémère président de République, qui passe et qu'on oublie... Seule la Monarchie héréditaire, celle qui dure et qui a le temps, peut s'accommoder d'un grand homme à la Clemenceau qui constitue une force pour le pays et pour la Monarchie. Voyez Louis XIII et Richelieu... Voyez le roi d'Italie et Mussolini...

* * *

A la date du dimanche 5 juin, M. Poincaré rapporte une longue conversation avec Clemenceau et les présidents de la Chambre et du Sénat.

Avec une réelle émotion, qui donne malheureusement à sa résolution une apparence plus sentimentale que raisonnée, Clemenceau continue : « Si j'étais mort avant cette guerre, je serais mort dans la conviction que mon pays était perdu. Les vices du régime parlementaire, les intrigues, les défaillances, le caractère, tout me faisait croire à notre décadence. Mais cette guerre m'a montré, comme elle a montré au monde entier, une France si belle, si admirable, que maintenant j'ai pleine confiance. Nous serions seuls que nous serions évidemment écrasés par le nombre. Nous laisserions alors la réputation d'une Athènes brillante qui aurait succombé sous la fatalité. Mais nous avons des alliés, nous pouvons vivre et nous vivrons. Et si, par malheur, il fallait mourir, je veux, du moins, que mon pays meure en luttant pour son indépendance et qu'il meure en beauté ».

Paris était menacé...

* * *

Mardi 4 juin.

Magny, sénateur, qui a rencontré Briand, me rapporte ce mot de celui-ci : « Ah! si l'on m'avait écouté! Si l'on avait fait la paix, lorsque nous étions vainqueurs »!

Briand, dont Barrère, ambassadeur à Rome, disait à M. Poincaré le 10 août suivant : « Si nous avions eu Briand aux Affaires, la paix serait faite et faite honteusement », Briand qui avait comme la honte de la Victoire et qui la sabota, Briand la dupe de Stresemann et un des principaux artisans du renouveau prussien, Briand dont l'effigie figure actuellement sur des timbres français...

Un vrai poème, le discours du président Roosevelt du 28 décembre. Il faut une belle audace, à moins que ce ne soit le fin du fin de l'humour yankee, pour oser reprocher aux hommes d'Etat réunis à Paris « pour établir un traité de paix ou prétendu tel, en 1919 » de n'avoir pas entendu l'appel de Wilson, alors que les Etats-Unis désavouèrent leur Président, ne reconnurent pas sa signature et refusèrent d'entrer dans la S. D. N.!

Les bienfaits de la S. D. N. chantés par M. Roosevelt : on aura tout entendu!

« La S. D. N. c'est le pilier de l'échafaudage de la paix mondiale », vous avez bien lu : mondiale. Mais, ajoute le Président : « Nous n'en sommes pas membres et nous n'envisageons pas de le devenir... ». Il n'y a qu'à hausser les épaules. Les mots sont trop faibles...

Et cette finale du discours : « Au lieu de guerres faites par les gouvernements, on fera une paix faite par les peuples ». Qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire? Si les idées économiques et financières de M. Roosevelt sont aussi claires, le sort des Etats-Unis est réglé...

Conférences Cardinal Mercier

15^e année

ET

Grandes Conférences Littéraires

7^e année

La prochaine séance aura lieu le mardi 9 janvier, à 5 heures (Salle Patria)

M^{me} BERTHE BOVY
sociétaire de la Comédie-Française

y interprétera

LA JASANTE DE LA VIEILLE de Rictus,

LES PIERROTS de Verlaine,

DES CHANSONS WALLONNES DE BOTTERESSES, etc.

Cette conférence sera répétée le même jour, à 8 h. 1/2 du soir.

Des cartes particulières pour cette conférence, ainsi que des abonnements aux différentes séries, sont en vente à la Maison P. Lauweryns, 20, Treurenberg (tél. 17.97.80) et à la Nation Belge, 50, place de Brouckere (tél. 12.21.00-01-02-03-04).



Notre politique coloniale

A propos du discours du Prince Léopold au Sénat

On se rappelle le discours retentissant que le Duc de Brabant a prononcé au Sénat le 25 juillet 1933 et dans lequel l'héritier du trône, qui a acquis une grande expérience coloniale par ses nombreux voyages tant au Congo que dans les colonies étrangères, a eu le courage d'avertir le pays qu'à certains égards notre politique coloniale avait fait fausse route et qu'un redressement était nécessaire.

Le Prince a montré dans son discours qu'une part plus grande devait être réservée dans nos activités coloniales à l'agriculture et que, dans les circonstances présentes, le paysan indigène était à peu près la seule bonne formule de mise en valeur agricole de la Colonie. Aussi préconisa-t-il l'application intégrale de cette formule et il alla même jusqu'à conseiller de ne plus accorder, pendant un certain nombre d'années, de nouvelles concessions dans les régions susceptibles de développement agricole.

Le caractère un peu absolu des suggestions du Prince ayant ému une partie de l'opinion publique belge, nous avons demandé à un colonial averti, M. Louwers, de commenter, à l'intention des lecteurs de la Revue catholique des idées et des faits, les idées du Prince. Il a bien voulu répondre à notre appel, bien qu'avec un retard dont il s'est excusé. Son article acquiert d'autant plus de force et d'intérêt qu'il a été écrit et qu'il est publié à un moment où les polémiques suscitées par le discours du Prince se sont un peu apaisées. Nous pensons qu'il constitue une pièce importante à verser au dossier de la politique coloniale.

Le discours prononcé au Sénat, le 25 juillet 1933, par le Duc de Brabant était plein de sens, riche en idées neuves et justes. Il tranchait sur la banalité de tant de harangues prononcées dans notre pays sur la colonisation. Aussi ne devait-il pas tarder à provoquer des réactions vives mais fort diverses suivant les milieux.

Pour les uns, pour ceux qui n'ont aucune attache avec le monde des affaires, et qui, par là, peuvent juger des problèmes coloniaux avec plus de liberté d'esprit, le discours du Prince doit devenir le point de départ d'une politique à la fois plus réaliste et plus humaine, mieux adaptée aux particularités économiques et sociales de l'Afrique. On va pouvoir enfin, disent-ils, travailler à dégager notre œuvre coloniale de l'influence exagérée qu'ont eue sur elle les milieux d'affaires et qui l'ont conduite dans des voies jugées, par beaucoup, redoutables.

Pour d'autres, au contraire, le discours risque de provoquer un tel coup de barre que c'est l'œuvre coloniale tout entière qui s'en trouverait compromise. De ce côté, la réaction est violente; on a cherché presque à ameuter le pays en parlant de révolution coloniale et l'on a sorti, contre les théories du Prince, tous les arguments déjà utilisés contre ceux qui avaient auparavant dénoncé les erreurs commises, surtout depuis la guerre, dans notre Colonie. On a agité l'épouvantail du faux humanitarisme et de la sensiblerie; on a évoqué Jean-Jacques Rousseau, Morel et sa germanophilie. En mots à peine voilés, on a représenté le Prince, emporté par sa jeunesse et son inexpérience vers les billevesées des humanitaires et les rêveries des « coloniaux en chambre », tournant le dos à la tradition de la monarchie et sapant les bases de l'ordre social établi.

Le procédé est classique; il a été utilisé de tous temps contre ceux qui ont cherché à redresser de graves erreurs politiques, économiques et sociales.

Nous respectons les résistances que de ce côté on oppose aux suggestions du Prince, car nous avons la charité de penser qu'elles ont pour seul mobile le souci de l'intérêt public; mais elles nous paraissent témoigner d'une méconnaissance totale de la situation vraie de la Colonie. Il convient de l'exposer avec netteté et franchise. Il faut qu'une bonne fois on sorte des équivoques.

Mais auparavant, une observation s'impose.

Nous sommes restés timides et conventionnels dans l'étude des problèmes coloniaux.

Nous continuons à regarder l'œuvre coloniale au travers du prisme romantique qui fut mis à la mode au début de cette œuvre. Etant alors surtout une œuvre d'héroïsme, elle apparaissait à beaucoup comme étant sans tâche et l'on croyait facilement que les colonisateurs ne répandaient autour d'eux que le bonheur, la paix et l'abondance. De fait, l'œuvre coloniale a toujours joui chez nous d'une sorte de privilège en vertu duquel il n'était pas permis de parler de la colonisation autrement qu'en termes laudatifs sous peine de passer pour un blasphémateur et de devenir un réprouvé.

Cette oblitération de l'esprit nous a longtemps empêchés de voir dans leur réalité les problèmes complexes de sociologie, d'économie politique, de morale que pose la colonisation dès que la pénétration est devenue plus intense et la mise en valeur du territoire plus accentuée.

Pour les observer objectivement il faut évidemment faire un effort et celui-ci coûte. Il ne déplaît pas, d'ailleurs, à beaucoup de rester dans une certaine équivoque qui s'accorde parfaitement avec des intérêts égoïstes. On ne doit pas l'oublier, la colonisation, comme toutes les œuvres humaines, est sujette à erreurs. Elle l'est même plus spécialement; ce ne sont pas des anges, mais des hommes qui se meuvent sur le champ de l'activité coloniale; ceux-ci y sont moins étroitement surveillés que dans nos vieux continents où sévit, parfois même avec excès, un contrôle rigoureux; l'antagonisme des intérêts en présence est profond; l'orgueil de la race conquérante met devant les yeux de trop de ses représentants un écran qui leur cache la vue des intérêts vrais de la race dont le sort leur est confié; et c'est ainsi qu'à côté de ses immenses bienfaits la colonisation entraîne souvent avec elle des misères et des abus. Il en fut ainsi à toutes les époques de son histoire et sous toutes les latitudes.

Un autre obstacle se dresse encore devant ceux qui veulent exposer franchement les problèmes de la colonisation: c'est la crainte de l'étranger. On redoute qu'en mettant en lumière les erreurs de notre œuvre coloniale on fournisse des armes à ceux qui rêvent d'un remembrement, à leur profit, des territoires coloniaux. Voilà trente ans que je vois agiter cet épouvantail devant ceux qui

cherchent à faire développer notre Colonie dans les traditions de bien-faire, d'honneur, d'humanité qui sont celles de notre pays et que nos Rois n'ont cessé de nous rappeler.

La meilleure sauvegarde de notre Colonie c'est d'y faire notre devoir, tout notre devoir. D'ailleurs, l'étranger n'est pas à redouter tant que la Belgique aura la volonté de conserver sa Colonie, et il ne faut cesser d'affirmer que tous les Belges se trouveraient unis pour la défendre si jamais, un jour, son sort était mis en question.

Des pays, comme l'Angleterre et les Pays-Bas, montrent dans les discussions des problèmes coloniaux un courage, une sincérité et un esprit critique qui peuvent nous servir d'exemple. C'est ce que notait déjà, en 1928, un colonial français, qui a laissé un beau nom dans la littérature coloniale, M. Chailley.

Les Hollandais et les Anglais, disait-il (1), ont cette particularité qu'ils ne dissimulent pas leurs erreurs; leur amour-propre ne les engage ni à les taire, ni à les excuser. Ils les exposent simplement, et aussi comment ils se sont guéris, avec tant d'ampleur parfois et de détails qu'on pourrait se demander s'ils ne comptent pas ensevelir la vérité sous l'abondance des révélations. Mais pareille accusation serait bien injuste; la Hollande, en particulier, n'a rien tu : au cours du temps, son âpreté du gain, ses cruautés, ses injustices, puis ses troubles de conscience, ses repentirs; son souci, puis son amour des peuples à elle confiés; et elle a édifié et pratiqué depuis déjà longtemps une conduite profitable à ses sujets et honorable pour elle.

Le Duc de Brabant, en exprimant sa pensée avec la liberté que l'on connaît, a voulu donner, à son tour, une leçon de civisme éclairé et de courage politique.

II (2).

Dans le stade actuel du développement de la Colonie, la production congolaise s'alimente à trois sources : 1° les mines; 2° la cueillette; 3° l'agriculture.

1° *Les mines.* — C'est dans la mise en valeur des richesses minières que l'effort principal a été porté depuis de nombreuses années, depuis une époque qui remonte même à l'avant-guerre.

Dans ce domaine, on enregistre des réalisations admirables. Les mines ont alimenté et alimentent encore, dans une large mesure, le trésor de la Colonie. A première vue, on devrait donc se féliciter de la politique suivie; il faut cependant faire des réserves.

Les concessions minières ont été accordées en nombre presque illimité. A ce jour, les périmètres d'exploitation couvrent à eux seuls plus de 15 millions d'hectares (3) et tous les jours de nouveaux milliers d'hectares viennent s'ajouter à ce bloc déjà immense.

Toutes les concessions ne sont pas encore en exploitation, tant s'en faut. Mais pour mettre en exploitation celles qui le sont déjà, il a fallu une main-d'œuvre considérable et, pour l'obtenir, organiser le « recrutement des travailleurs ».

Le recrutement des travailleurs (Ces mots résonnent douloureusement aux oreilles de ceux qui ont suivi l'histoire de notre Colonie, car, pendant longtemps, le « recrutement » a été une plaie au flanc du Congo.

Faut-il rappeler dans quelles circonstances s'est présenté, à

(1) *Ethnologie coloniale*, par J.-C. Van Eerde, préface de M. Chailley, p. 7.

(2) Nous nous excusons d'avoir donné à cette partie de notre étude un développement qu'on trouvera peut-être exagéré. Mais vraiment, il est impossible de faire comprendre certains problèmes coloniaux si on ne saisit pas clairement la situation de fait. Or on ne peut exposer celle-ci en quelques mots.

(3) Exactement 15.420.819 hectares, plus un potentiel supplémentaire de 2.173.041.

l'époque où il débuta, l'embauchage des ouvriers nécessaires à l'exploitation des mines, comme d'ailleurs à la mise en train de tant d'autres entreprises et notamment des grands travaux publics? Nous n'avions pas de classe ouvrière; nous nous trouvions en présence d'une population clairsemée et disséminée dans des régions éloignées les unes des autres et souvent éloignées des endroits où l'on avait besoin de travailleurs. C'était une population d'agriculteurs, de pêcheurs, de chasseurs, de pasteurs, qui n'avaient jamais été en contact avec notre civilisation et qui ne s'offraient pas spontanément à quitter leurs milieux traditionnels pour aller, souvent au loin, s'embaucher dans des centres où ils auraient à mener une vie toute nouvelle.

Il fallut donc « recruter les travailleurs ». Cela donna lieu à de graves mécomptes du point de vue humain, comme du point de vue social. La mortalité parmi les recrutés fut, surtout au début, terrible. Compte tenu de tous les déchets depuis le moment du recrutement jusqu'à la fin du contrat imposé à tous ces travailleurs on compta dans les premiers temps jusqu'à 50 % de morts, et parfois plus encore.

Le pompage, dans les milieux coutumiers, des éléments qui devaient y entretenir la vie, et la transplantation de ceux-ci dans des centres où il leur était impossible de fonder des foyers réguliers, eurent pour conséquence de créer un grand désordre social et moral.

Des mesures furent prises pour améliorer la situation; elle n'en resta pas moins critique pendant longtemps (1). Elle commençait seulement à devenir relativement satisfaisante au moment où la crise se déclancha.

A supposer que la population indigène s'adaptât d'une façon parfaite à la vie ouvrière dans les chantiers des grandes entreprises minières, on ne pourrait tout de même admettre comme idéale une situation qui transformerait en un vaste salariat industriel la plus grande partie de la population de la Colonie; les inconvénients, du point de vue politique comme du point de vue social, sautent aux yeux. Or, c'est à ce résultat que l'on aboutirait si l'on devait continuer à pratiquer sur une vaste échelle, comme par le passé, le développement minier de la Colonie.

Du point de vue économique, ce résultat ne serait pas meilleur. Sans doute, les mines sont généralement d'un rendement qui permet de rémunérer de vastes capitaux et de payer une organisation sociale perfectionnée; il est nécessaire de leur réserver une place, une bonne place même, dans l'économie générale de la Colonie; mais il serait fallacieux de fonder, en ordre principal, la prospérité de tout un pays sur l'industrie minière. Les crises y sont fréquentes et on sait les perturbations qu'elles apportent.

Nous faisons en ce moment, au Congo, l'expérience d'une de ces crises. Sans doute, au point de vue de la population ouvrière, elle n'a pas eu des effets aussi redoutables qu'on l'avait craint, parce que cette population n'était pas fixée depuis très longtemps autour des chantiers. Elle n'avait pas rompu toute attache avec ses milieux d'origine; beaucoup d'ouvriers licenciés ont pu, sans trop de peine, se réintégrer dans la société indigène.

Il n'en serait plus ainsi le jour où la population ouvrière serait stabilisée comme telle depuis plus longtemps. Une crise provoquerait alors un véritable chômage; dans la conception moderne de cette calamité, on sait quelles charges elle fait peser sur les États.

D'autre part, si l'exploitation de la plupart de nos mines laisse encore une marge de bénéfice assez sensible, c'est grâce au coût

(1) La mortalité parmi les travailleurs de l'Office Central du Travail du Katanga, en service chez les employeurs, était encore en moyenne de : 33,34 % en 1928; 26,76 % en 1929; 18,88 % en 1930; 10,57 % en 1931. La mortalité parmi les indigènes recrutés à l'intervention de l'Office du Travail de Léopoldville, était de : 42 % en 1928; 38 % en 1929; 50 % en 1930; 31 % en 1931. (Chiffres extraits du rapport officiel sur l'administration de la Colonie pendant l'année 1931.)

relativement peu élevé de la main-d'œuvre congolaise. Notre industrie minière ne conservera pas indéfiniment le bénéfice de cette avance. Par une évolution normale du prolétariat et de la société indigènes, les salaires hausseront d'année en année.

Il faut encore ajouter que la valeur même des métaux n'est pas immuable (de cette vérité, nous faisons aussi en ce moment une cruelle expérience). Il y a même des métaux qui se déclassent, dont l'utilisation se raréfie à la suite des progrès de la science. Enfin, les mines s'épuisent plus ou moins rapidement.

L'ensemble de ces considérations justifie une grande prudence dans l'extension de notre activité minière.

² *La cueillette.* — On connaît les ressources en palmistes et en copal que recèlent les immenses palmeraies naturelles de la Colonie et les marais qui retiennent depuis longtemps la résine des copaliers.

Il était indiqué qu'à défaut d'autres on exploitât ces deux sources de richesse. On avait de même exploité, à l'origine de la Colonie, sous l'État Indépendant du Congo, le caoutchouc des forêts. C'était à l'époque où ce produit avait encore une valeur marchande. Après sa dépréciation, la découverte des réserves de palmistes et de copal fut une bonne fortune particulièrement appréciable, et leur exploitation eût pu être, en attendant mieux, la source d'une certaine prospérité, si cette exploitation s'était maintenue dans des limites raisonnables. Mais on l'établit sur un rythme et une organisation exagérés par rapport à la véritable valeur de ces produits.

Les palmeraies naturelles furent mises en exploitation en vue surtout d'une production massive de l'huile. A cet effet, on créa de grands établissements industriels à forme capitaliste. Ce mot effraie, comme s'il avait nécessairement un sens péjoratif. Mais on n'en voit pas d'autre pour désigner la chose qu'il représente et nous n'en sommes pas encore, espérons-le, entre partisans du régime dit capitaliste, à ne plus oser appeler par leur nom ses institutions.

Pendant les années des hauts cours, les grandes huileries purent vivre, voire prospérer d'une façon normale, c'est-à-dire qu'elles purent offrir aux indigènes appelés à cueillir les fruits nécessaires à l'alimentation des usines, une rémunération plus ou moins suffisante pour les inciter à accomplir ce travail pénible. Mais quand la crise survint, avec l'avilissement des prix, les choses changèrent et les usines furent acculées à un désastre. Leur organisation coûtait cher, d'autant plus que certaines avaient de pesantes obligations sociales qui leur avaient été imposées en contre-partie de monopoles plus ou moins avoués. Il y avait aussi la charge des transports, lourde dans ce pays de longues distances; ainsi la marge des bénéfices s'était rétrécie à un point tel qu'il n'y avait plus place pour la rémunération à payer aux indigènes récolteurs de fruits.

C'eût été la faillite, si des mesures n'étaient intervenues. L'État prit à son compte une partie des frais de transport; il supprima la plupart des impôts frappant la production; il supprima la plus grande partie des charges sociales. Cela ne suffisant pas, il fallut contraindre les indigènes à continuer à cueillir les fruits, cette fois pour des rémunérations misérables.

Les palmeraies naturelles furent aussi exploitées en vue de l'exportation en grand des amandes de palme. Un assez vaste commerce aux mains de petits trafiquants s'était établi dans ce but; mais quelques grandes firmes, à vastes capitaux, s'appliquèrent à les éliminer et cherchèrent à se réserver la presque monopole du commerce en question, auquel elles joignirent celui du copal. Elles imposèrent un régime qui ressemble, par certains côtés, à celui de l'industrialisation de l'huile. Elles purent aussi, pendant les années de prospérité, concilier, dans une certaine mesure, les

intérêts des indigènes et les leurs; mais avec la chute des prix, le même déséquilibre que pour la production de l'huile se produisit. Les grandes sociétés, moins souples que les petites, d'une organisation autrement dispenseuse, ne furent plus en état de payer aux indigènes que des prix dérisoires. Elles appelèrent aussi à leur secours une contrainte plus ou moins directe.

Ainsi la cueillette, telle qu'elle est organisée par les grands organismes capitalistes européens, n'est pas un élément bien sensible de prospérité pour le pays.

Les indigènes ne s'y enrichissent pas (1). La majeure partie du prix des produits est absorbée par les frais de gestion de l'exploitation, par les transports, etc.

Pour remédier à cette situation, on soutient qu'il suffit d'augmenter la production, c'est-à-dire d'obliger les indigènes à doubler ou à tripler leurs récoltes; mais à supposer qu'ils le puissent, tout en subvenant aux travaux nécessaires pour satisfaire à leurs propres besoins et à ceux de leurs familles, on oublie que le travail de récolte est un travail des plus pénible et dangereux. Sous le régime industrialisé et de commerce centralisé où les frais généraux compriment les rémunérations, l'accroissement de la production ne peut aboutir qu'à l'asservissement de plus en plus pénible d'une très notable partie de la population à un groupe de quelques exploitations européennes.

³ *L'agriculture.* — C'est la branche de notre activité économique où les efforts se sont poursuivis pendant longtemps avec le moins d'entrain et le moins de système. Cependant, il y eut toujours à la tête de la Colonie des fonctionnaires qui ne cessèrent d'aiguiller les initiatives vers ce domaine. Celles-ci furent relativement rares parce qu'on ne concevait l'activité agricole que sous la forme d'entreprises européennes appuyées sur de vastes capitaux; or, ces entreprises étaient pleines de périls; la terre d'Afrique n'est pas, en général, d'une grande richesse; la plupart des produits qu'elle peut donner sont pauvres et ne peuvent donc supporter d'importantes charges d'exploitation.

Un réel engouement pour l'agriculture ne se manifesta que pendant les années de prospérité, quand les hauts prix pratiqués suscitèrent tant d'illusions. Les concessions de terres furent alors accordées à guichets ouverts. Le total s'en élevait au 31 décembre 1931 à 5.130.265 hectares (2). Pour les mettre en valeur, c'est par milliers et milliers encore qu'il faudrait des travailleurs salariés.

Le travail dans les exploitations agricoles n'offre pas les mêmes inconvénients que le travail dans les exploitations minières ou dans les palmeraies naturelles industrialisées. Il est mieux en rapport avec les aptitudes naturelles des noirs, nés pour la plupart agriculteurs; et cependant ceux-ci ne montrent pas un empressement beaucoup plus grand à s'embaucher dans ces exploitations. On s'en étonne souvent et on invoque pour l'expliquer la paresse du noir, paresse qui ne sera vaincue, affirme-t-on, que par la coercition. Mais n'y a-t-il pas une autre explication qu'il faut chercher dans l'organisation même des exploitations agricoles européennes?

(1) Voici quelques chiffres. :

Dans la province de l'Équateur, au cours de l'année 1932, les exportations se sont élevées à 43.983 tonnes de produits. Il s'agit principalement de produits palmistes (noix palmistes et huile de palme) et de copal. Les sommes perçues par les indigènes sur la vente des produits fut de 19.896.470 fr. Or, la population de la province est de 1.686.853 habitants dont 490.867 hommes.

Si on défalque de ceux-ci les 36.000 travailleurs attachés directement au service des Européens ou des entreprises européennes, on constate que la production de la province leur a rapporté à chacun 42 francs, soit 12 francs par tête d'habitant. Et ces sommes ne sont même pas restées entièrement à la disposition des producteurs, car une part importante leur a servi à payer l'impôt de capitation.

Dans les années de prospérité les chiffres cités étaient quadruplés. Même alors ils restaient minimes.

(2) 336.423 hectares seulement, soit la quinzième partie, sont mis en exploitation. Ces chiffres sont extraits du « Rapport sur l'administration de la Colonie pendant l'année 1931 ».

Le concessionnaire est parvenu à recruter 2, 3, 4, 500 ouvriers. S'ils viennent de loin, on les établit à demeure autour de la plantation, dans des camps où ils ont leurs cases et où ils sont soumis à une discipline qui rappelle un peu celle de la caserne; ou bien, s'ils sont recrutés dans les environs immédiats, on les laisse séjourner dans leurs familles et leurs villages.

A 6 heures du matin on sonne l'appel. Les ouvriers ont à s'y présenter en rangs, toujours comme les soldats à la caserne. Ceux qui logent dans les villages des environs doivent pour cela se lever avant le jour, et rien n'est plus contraire aux habitudes des noirs, pour une excellente raison : c'est que le matin est frais, les noirs n'ont pas de vêtements, la hutte où ils ont passé la nuit est surchauffée; au sortir l'impression est des plus pénible; la pneumonie guette ces indigènes matineux.

L'appel des noms amène souvent des méprises. En règle générale, le préposé à ce devoir ne connaît même pas la langue des indigènes; il communique avec eux dans un jargon où s'entremêlent des mots de toutes les langues et que les noirs ne comprennent ou plutôt ne devinent qu'à la longue. Ces méprises valent aux travailleurs des bordées d'injures et de gros mots. Après l'appel, on fait sortir des rangs ceux qui, la veille, ont commis une faute ou ont été absents. C'est pour leur infliger une punition : amendé, retenue, quand ce n'est pas, encore que ce soit tout à fait illégal, la chicote à subir devant l'ensemble des travailleurs.

Puis, on répartit les tâches et les noirs se dispersent sous la conduite de capitas sévères. Le travail commence. On exige du noir toute espèce de choses qu'on sait à peine lui expliquer, car on ne se comprend pas. Le travail dure jusque 11 heures, 11 h. 1/2, midi, parce que ce sont les heures qui conviennent aux blancs. Après un repos, on recommence à 1 heure, 1 h. 1/2, 2 heures jusque x heures, parce que, encore une fois, telles sont les convenances des blancs. Que ce soient celles des noirs, on ne s'en soucie pas; on n'a même pas l'idée de penser qu'ils pourraient bien en avoir d'autres et qu'on ferait peut-être chose sage en s'y conformant.

Le soir, les travailleurs se dispersent. Chacun rentre chez soi; mais ce chez-soi est pour beaucoup le camp monotone où l'indigène ne retrouve ni sa vie normale, ni ses habitudes, ni son cadre traditionnel. Pendant la durée du contrat (6 mois, 1 an, 3 ans, suivant les exploitations ou les régions) c'en est fini pour lui de toute participation à la vie sociale de la communauté, de tout ce qui constitue son existence et dont la privation est pour lui génératrice de découragement et de nostalgie (1).

Heureusement, il y a le salaire! Oui, il y a le salaire! Pendant longtemps, ces ouvriers, pour vivre cette vie si en opposition avec l'ensemble des conditions de leur existence antérieure, recevaient un salaire de 0.50 fr.-papier par jour. Ce salaire a augmenté progressivement et, à présent, il est généralement de 1 franc, 1 fr. 25 par jour. Notons qu'indépendamment de ce salaire les ouvriers sont nourris ou tout au moins qu'ils reçoivent des vivres qu'ils ont à préparer eux-mêmes, qu'ils ont une couverture et une vareuse et jouissent des soins médicaux.

Mais en dépit de ces avantages, pour beaucoup de noirs, l'attrait du travail dans les exploitations européennes est nul. Certains savent vaincre, cependant, la crainte qu'elles leur inspirent, parce qu'il y a l'obligation de recueillir l'argent nécessaire au paiement de l'impôt; d'autres encore sont attirés par le désir de gagner la somme qu'il leur faut pour payer la dot de la femme promise ou escomptée; d'autres encore trouvent en s'embauchant l'occasion d'échapper à l'atmosphère du village qui, parfois, pèse à des jeunes. Mais cela ne suffit pas toujours et c'est pourquoi la pression admi-

(1) Nous convenons que dans quelques exploitations anciennes des familles d'ouvriers agricoles se sont constituées et se sont fixées définitivement. L'allure de ces milieux s'en trouve heureusement modifiée.

nistrative doit si souvent intervenir pour procurer des ouvriers aux entreprises agricoles (1).

Pression légitime, dira-t-on. Il faut bien vivre. La Colonie doit prospérer et ces grandes exploitations agricoles ne lui apportent-elles pas les ressources abondantes qui lui permettent d'accomplir au profit de tous, sa grande œuvre administrative et humanitaire?

Beaux et nobles mots que tout cela. Mais regardons-y de plus près.

Ici encore, il faut le constater, la majeure partie des bénéfices de l'exploitation, et même en temps normal ils sont des plus réduits, car la plupart des produits agricoles ne sont pas très « payants », servent à entretenir la lourde organisation de l'entreprise européenne : personnel d'Europe et d'Afrique à rémunérer, à loger pour partie, matériel souvent dispendieux à acquérir, capitaux à rémunérer, conseil d'administration à qui il faut donner aussi une part des bénéfices, etc. La plupart des sommes ainsi versées s'en vont vers la Mère-Patrie.

Que reste-t-il pour le pays? Le salaire des noirs. Nous avons vu ce qu'il est et, disons-le franchement, il ne paraît guère possible de leur donner des salaires supérieurs parce que la marge des bénéfices est insuffisante, d'autant plus que de lourdes charges sociales pèsent sur les entreprises. On pourrait, peut-être, alléger celles-ci dans une certaine mesure; mais elles ne peuvent disparaître entièrement parce qu'elles sont la rançon obligée du genre de vie nouveau qu'on impose aux ouvriers « détribalisés ».

Depuis la crise, en dehors des quelques impôts que l'État peut percevoir sur le personnel européen ou ouvrier, la plupart des exploitations agricoles capitalistes ne rapportent rien à l'État. Au contraire, elles sont pour lui une charge; comme pour les produits de la cueillette, il a dû assumer les frais de transport des produits, exonérer les entreprises de toutes taxes ou impôts et souvent même leur avancer le capital (un capital dont le remboursement est plus que problématique) qui devait les sauver de la faillite. La situation ne s'améliorera que si les prix des produits agricoles remontent. Cependant nous ne les reverrons jamais aux cours des années d'euphorie. D'autre part, les prétentions des noirs à de meilleurs salaires ne feront qu'augmenter d'année en année et une majoration s'imposera d'autant plus que le salariat noir se développera (n'oublions pas qu'il y a déjà plus de 5 millions d'hectares de terres concédées). Cette généralisation du salariat devant avoir pour conséquence de priver la plupart des familles des hommes nécessaires à la production coutumière des vivres, les salaires devraient être portés à un niveau tel qu'ils permettent au travailleur d'assurer non seulement sa subsistance personnelle, mais aussi celle de sa famille.

Pour deux grandes cultures, on a organisé une forme d'exploitation ne reposant pas sur le salariat indigène : la culture du coton et la culture du riz. Pour celles-ci, on a laissé les indigènes chez eux et on les a amenés à cultiver le coton ou le riz sur les champs de la communauté, en famille; ils sont restés dans leur cadre traditionnel et ils ont conservé le maximum de liberté. C'est l'ébauche du paysannat indigène.

Mais cette forme si recommandable d'exploitation agricole n'a pas donné tous ses effets, et elle a été difficile à implanter parce qu'est venue se greffer sur elle une vaste exploitation capitaliste européenne.

Pour traiter le coton, des puissantes sociétés anonymes ont créé des cotonneries à grand renfort de personnel européen, d'outillages perfectionnés, et, comme on croyait leur intervention nécessaire, voire indispensable, on a assuré leur activité

(1) Le Crédit Agricole d'Afrique, chargé de la mise en valeur d'un certain nombre de concessions, a inauguré au Kivu un système de travail à la pièce qui a obtenu un gros succès auprès des indigènes et qui supprime virtuellement le « recrutement obligatoire ». Cette expérience doit être suivie avec attention et sympathie.

par des moyens artificiels; on leur a donné des monopoles; on a obligé les indigènes à leur vendre le produit des cultures imposées à des prix fixés par l'Administration. Mais dans la fixation de ces prix, on a bien plus considéré le profit des sociétés que celui des indigènes.

On a payé à ceux-ci, pendant les années de grande prospérité, le coton à 1 franc le kilo, ce qui leur procurait, pour environ deux à trois mois de travail, une somme variant, suivant diverses circonstances et conditions, de 100 à 150 francs. C'était déjà quelque chose; mais dans la colonie voisine, où le commerce était libre, on payait trois et quatre fois plus et les indigènes le savaient; d'où leur répugnance à se prêter à la culture du coton. Le même phénomène se produisit dans la culture du riz, pour des raisons à peu près analogues.

Les sociétés cotonnières encaissèrent à ce moment de larges bénéfices. On distribua aux actionnaires pendant certaines années jusque 28 % de leur capital.

Les frais généraux des sociétés cotonnières montèrent, et montèrent du fait qu'on multiplia plus que de raison les sièges d'exploitation; les investissements devinrent exagérés et, quand la crise survint, les sociétés furent défallantes. Elles ne purent même plus trouver les sommes nécessaires à l'achat des produits aux indigènes. C'est l'Etat qui dut se substituer à elles et cela donna lieu à des conventions par lesquelles, en dernière analyse, l'Etat avança des sommes importantes dont le remboursement est fort aléatoire.

Ainsi constitué, ce genre d'exploitation n'est donc pas, lui non plus, la source d'une bien large prospérité. Les sommes laissées dans le pays par les cultures du coton restent minimes. Les sociétés cotonnières citent avec orgueil les 20, 25 ou 30 millions de salaires laissés aux indigènes (1). Mais quand on pense qu'il s'agit de la rémunération de populations qui se chiffrent, suivant les régions, par 200 ou 250,000 habitants, il faut bien convenir que c'est, en somme, peu de chose.

La cause foncière de cette situation est que les sociétés cotonnières qui avaient un rôle utile à jouer dans le développement de la culture du coton et qui, pour partie, l'ont effectivement rempli, ont reçu une place exagérée dans l'organisation de cette culture. Elles ne devaient pas être autre chose que l'adjuvant de la culture du coton, le moyen de la perfectionner, de la rendre rémunératrice pour les producteurs indigènes. Or, elles sont devenues le but principal de la culture. C'est surtout pour assurer leur alimentation et leurs bénéfices que les indigènes ont été obligés de se livrer à la culture du coton; et cette obligation, conjuguée avec la suppression de la liberté commerciale, a fait de ceux-ci non des producteurs libres et indépendants, comme on veut le faire croire, mais des salariés camouflés et contraints des entreprises cotonnières.

* * *

Comme on le voit par l'ensemble des éléments de cet exposé, au régime pratiqué dans notre Colonie depuis de nombreuses années, deux des sources sur trois de la production coloniale telles qu'elles sont conditionnées par les marchés actuels (quand ces conditions changeront-elles?), ne peuvent apporter à la Colonie la prospérité. La Colonie épuise sa substance à soutenir artificiellement des entreprises qui ne laissent que peu de richesse effective dans le pays. On produit, mais les quelques bénéfices de la production, quand il y en a, servent à rémunérer, et même faiblement, les capitaux dont les propriétaires sont hors de la Colonie. La masse du peuple ne touche que des rémunérations insuffisantes. Elle ne peut s'enrichir ni élever sensiblement son niveau de vie. Elle reste pauvre, donc sans profit pour l'Etat qui ne peut lui demander des impôts substantiels, et pour le commerce national qui ne trouve en elle aucun débouché sérieux.

(1) Et ces chiffres sont bien réduits depuis la crise.

Quant à la troisième source de production, les mines, si nous en avons vu les avantages, nous en avons vu aussi les inconvénients.

Dans le régime actuel, en 1930, près de 400,000 noirs étaient déjà transformés en ouvriers d'exploitations européennes (1). A le continuer, on créerait vite un état de choses où l'ensemble de la population serait placé sous la dépendance économique et servile de l'élément européen; on a le frisson en pensant à la réaction qui se produirait au sein de cette population le jour où elle prendrait conscience de cette situation.

Mais au moins le régime a-t-il servi à ceux qui l'avaient établi à grands renforts de millions et de millions? Le Prince le notait, avec amertume, dans son discours à la séance d'inauguration des journées d'agronomie tropicale, combien de ces millions ne sont pas perdus à jamais!

En général, les hommes d'affaires n'ont donc pas été très heureux dans la gestion des capitaux que l'épargne publique a confiés à leur sagacité.

Telle était la situation de la Colonie lorsque le Duc de Brabant s'y rendit, en 1933, pour accomplir un nouveau voyage d'études.

OCTAVE LOUWERS,
Membre du Conseil Colonial.

(La fin de cette étude
paraîtra dans notre prochain numéro.)

Noël et les pauvres

Un grand repas des pauvres a eu lieu à Bruxelles le 22 décembre dernier, au soir, dans les locaux de l'Armée du Salut, rue Haute. Il réunissait plusieurs centaines de pauvres gens de tout âge, heureux de trouver, en ces temps difficiles, un peu de répit et de joie. M. le comte Carton de Wiart, ministre de la Prévoyance sociale et de l'Hygiène, et M. Camille Huysmans, bourgmestre d'Anvers, présidaient cette émouvante réunion.

Nous reproduisons ci-dessous le discours prononcé par M. Carton de Wiart et dans lequel il a cité quelques lignes curieuses et éloquentes d'une lettre que lui adressait Léon Bloy. Exprimons à cette occasion le vœu de voir publier bientôt cette correspondance demeurée inédite et qui se rattache à l'époque la plus pathétique de la vie de l'auteur du Désespéré et de la Femme pauvre.

On m'a dit : Vous adresserez quelques mots aux convives. Bien volontiers. Mais que vous dire? Que je me sens ému d'assister à cette réunion fraternelle? Que j'admire le sentiment qui a inspiré ses organisateurs? Que je vous souhaite à tous de sortir d'ici physiquement et moralement réconfortés? Des paroles de ce genre ne vous apprendront rien du tout.

Laissez-moi plutôt vous conter l'un ou l'autre souvenir que j'ai gardé de deux grands pauvres que j'ai connus de près à l'époque où j'achevais mes études universitaires à Paris.

L'un était Léon Bloy, alors à peu près inconnu et dont le nom est aujourd'hui auréolé de lumière. Ce n'était pas du tout ce qu'on appelle parfois « un pauvre honteux ». Non seulement il avouait sa pauvreté, mais il l'arborait et s'en faisait une sorte de panache. Il n'avait aucun scrupule à tendre la main, mais sa mendicité avait quelque chose de superbe qui n'appartenait qu'à lui. Un jour, un grand écrivain de ses amis, auprès de qui il avait sollicité assistance dans son profond dénûment, lui avait envoyé de quoi se vêtir : un costume, des souliers, du linge, et Léon Bloy, lui accu-

(1) Exactement 399,144, soit 15,84 % de la population mâle adulte et valide (mais par suite de la crise ce chiffre a été ramené à 326,333). D'après la Commission de la Main-d'œuvre, on ne peut dépasser 25 % sans compromettre l'existence même des communautés indigènes. Dans certaines régions ce pourcentage a été considérablement dépassé.

sant réception de ce charitable envoi, terminait, dit-on, sa lettre, par cette formule de salut : « Tout à vous, sauf chaussettes. » L'ami généreux avait oublié, en effet, cet important accessoire vestimentaire. Je possède, comme de précieux souvenirs, des lettres qu'il m'adressait à cette époque et qui sont, au moins en certains passages, d'admirables commentaires sur la pauvreté. Laissez-moi vous en citer quelques extraits : « Je sais que la résignation est une vertu chrétienne, mais elle suppose nécessairement une certaine uniformité de souffrance, un équilibre normal d'infortune. Elle suppose surtout une proportion, une convenance entre l'enclume et le marteau. Il n'est pas dans la nature de l'homme de se résigner au coup de foudre ni au paroxysme. J'ai fait hier environ quatre lieues dans Paris pour trouver quatre francs que j'ai envoyés à mon fils et je vais probablement recommencer aujourd'hui. Or vous savez ce que j'ai dans l'âme et dans l'esprit; vous savez aussi ce que j'ai fait et quel a été mon salaire. N'est-ce pas une assez ample, une assez héroïque résignation de ne pas blasphémer, de ne pas hurler contre Dieu, de ne pas se précipiter à la mort dans l'ivresse d'un moment de désespoir? » La gloire de la charité, « disait admirablement Hello, c'est de deviner... Celui qui aime la grandeur et qui aime l'abandonné, — (vous-même, mon cher Henry), — quand il passera à côté de l'abandonné, reconnaîtra la grandeur, si la grandeur est là. »

Sa misère pendant presque toute sa vie fut profonde. Le 14 mars 1890 il m'écrivit : « Je vis dans un continué paroxysme de souffrances. Tout ce que je puis avoir de force et d'intelligence est appliqué uniquement à la recherche de deux ou trois francs nécessaires chaque jour à la vie de mon enfant et de sa mère. Seulement, cette existence affreuse m'épuise, m'anéantit. Etant néanmoins très persuadé d'un futur triomphe, je suis forcé de supposer, d'espérer que cette épreuve intolérable touche à sa fin, car il me semble que je ne peux plus la supporter. Je suis positivement suffoqué. Je suis si dénué que je ne puis me procurer ni papier ni enveloppes, sinon par la charité de quelques amis et que la nécessité d'affranchir une lettre me fait suer d'angoisse. »

Aujourd'hui, des sociétés se créent pour cultiver sa gloire. Des ouvrages déjà nombreux lui sont consacrés. Son œuvre appartient à l'histoire de la littérature et de la pensée françaises. Nous voyons se réaliser la prophétie qu'il se promettait à lui-même dans une dédicace d'un livre qu'il m'adressait : *Servis regna dabunt, captivis fata triumphum*, c'est-à-dire : « Le destin prépare la primauté à ceux qui sont aujourd'hui esclaves et donnera demain le triomphe à ceux qui sont humiliés et captifs. »

L'autre grand pauvre que j'ai connu porte un nom plus glorieux encore. Mais sa pauvreté, plus intermittente d'ailleurs, était, il faut bien le dire, due à son incurable faiblesse morale, car il se laissait entraîner à tous les excès et jusqu'à la crapule, sauf parfois à être saisi de remords et à réagir contre ses propres fautes dans des poèmes qui demeurent immortels. Il s'appelait Paul Verlaine et une de ses œuvres de repentir, la plus belle qu'il écrivit à la prison de Mons, porte un beau titre : *Sagesse*. C'est dans ce volume de *Sagesse* que l'on trouve, entre maints autres cris sublimes, ces quelques strophes que je voudrais vous redire, non seulement parce qu'elles sont d'une merveilleuse beauté de forme, mais parce que leur philosophie résume toute la loi de la vie humaine :

Voix de l'Orgueil : un cri puissant comme d'un cor,
Des étoiles de sang sur des cuirasses d'or,
On trébuche à travers des chaleurs d'incendie...
Mais en somme la voix s'en va comme d'un cor...

Voix de la Haine : cloche en mer, fausse, assourdie
De neige lente. Il fait froid. Lourde, affaîée,
La vie a peur et court follement sur le quai
Loin de la cloche qui devient plus assourdie.

Voix de la Chair : un gros tapage fatigué.
Des gens ont bu. L'endroit fait semblant d'être gai.
Des yeux, des noms, et l'air plein de parfums atroces
Où vient mourir le gros tapage fatigué.

Voix d'Autrui : des lointains dans les brouillards. Des noces
Vont et viennent. Des tas d'embarras. Des négocios.
Et tout le cirque des civilisations
Au son trotte-menu du violon des noces.

Colères, soupirs noirs, regrets, tentations
Qu'il a fallu pourtant que nous entendissions
Pour l'assourdissement des silences honnêtes,
Colères, soupirs, noirs regrets, tentations.

Ah! les Voix, mourez donc, mourantes que vous êtes.
Sentences, mots en vain, métaphores mal faites,
Toute la rhétorique en fuite des péchés,
Ah! les Voix, mourez donc, mourantes que vous êtes.

Nous ne sommes plus ceux que vous auriez cherchés.
Mourez à nous, mourez aux humbles vœux cachés
Que nourrit la douceur de la Parole forte,
Car notre cœur n'est plus de ceux que vous cherchez.

Mourez parmi la voix que la prière emporte
Au ciel, dont elle seule ouvre et ferme la porte
Et dont elle tiendra les sceaux au dernier jour,
Mourez parmi la voix que la prière apporte,
Mourez parmi la voix terrible de l'Amour.

La voix terrible de l'Amour : c'est celle que nous sentons frissonner en nous et circuler de proche en proche dans une réunion comme celle-ci. C'est elle qui doit dominer toutes les autres et c'est en nous inspirant de cette loi de l'amour, en cherchant en toutes choses et dans tous les êtres le bien plutôt que le mal, c'est en apportant dans nos jugements un certain parti pris de bienveillance, c'est en nous efforçant d'être toujours en paix avec notre conscience que nous conquerrons le plus aisément cette joie profonde que les richesses sont impuissantes à procurer en ce monde.

Dans cette soirée où nous devinons déjà l'approche de la grande fête de Noël et de la promesse de joie qu'elle a apportée au monde, nous devons élever nos pensées et nos cœurs vers cette loi d'amour. C'est elle qui fut et qui reste le message de Noël. Lorsque des Pharisiens, au dire de saint Matthieu, demandèrent à Jésus pour le tenter : « Maître, quel est le plus grand commandement? » Jésus leur dit : « Tu aimeras le Seigneur ton Dieu de tout ton cœur, de toute ton âme et de tout ton esprit. » Puis, le Christ ajouta : « Le deuxième commandement lui est semblable : tu aimeras ton prochain comme toi-même. » Dans ces deux commandements sont renfermés toute la loi et les prophètes.

Toutes les recherches des philosophes et des politiques n'ont jamais trouvé mieux et ne trouveront pas mieux que cette grande vérité. Puissions-nous sortir de cette réunion l'ayant mieux comprise et étant plus fermement résolu à la mettre toujours en pratique.

Comte CARTON DE WIART,
Ministre de la Prévoyance sociale et de l'Hygiène.

Corneille-François Nelis

dernier évêque d'Anvers (1784-1794)

La personnalité de Corneille-François Nelis, évêque d'Anvers à la veille et aux premières années de la Révolution française, a été fort peu étudiée jusqu'ici; elle mérite cependant de l'être. Philosophe et historien, homme d'église qui en même temps joue un grand rôle dans l'État, Nelis est une importante figure dont nous essaierons d'esquisser quelques traits, grâce surtout à ses propres lettres.

* * *

Corneille-François naquit à Malines le 5 juin 1736, de Corneille Nelis, avocat au Grand Conseil, et de Thérèse Walschart. Il étudia d'abord au Collège des Oratoriens de cette ville, puis à l'Université de Louvain. Ses succès universitaires lui valurent une fastueuse réception dans sa ville natale le 27 octobre 1753 et la nomination de bibliothécaire de l'Université le 1^{er} février 1758. Nelis, tout en faisant ses études de théologie pour se préparer aux ordres sacrés, se consacra avec zèle à sa tâche de bibliothécaire. Dès 1759 il obtint une espèce de dépôt légal, en faveur de l'Université, des livres imprimés dans les Pays-Bas autrichiens. Il est licencié en théologie le 6 mai 1760 et ordonné prêtre le 20 septembre suivant.

Vers la fin de l'année 1762 Joseph Garampi, plus tard cardinal, alors préfet des archives vaticanes, passa par Louvain au cours d'un long voyage entrepris pour le Saint-Siège. Il s'intéressa vivement à tout ce qui concernait l'Université et fit noter ses impressions et même une sorte de programme des cours dans son journal de voyage. Voici ce que nous y lisons au sujet de Nelis : « Nous connaissons le bibliothécaire, qui se nomme François Nelis; il est jeune, environ trente ans, mais de grande diligence, pénétration et vivacité d'esprit. Il médite de donner à l'impression une collection de journaux de voyages et autres mémoires inédits des Pères du Concile de Trente et a déjà quelque chose de prêt. Il promet avec plein zèle les progrès de la bibliothèque qui abonde en vieilles éditions, mais où il y a pénurie d'ouvrages modernes. Il va faire un catalogue de doubles, pour s'en défaire et acquérir des volumes manquants ». A partir de ce moment, une correspondance s'échange entre Garampi et Nelis. Tous deux sont grands amateurs de livres : nous voyons Garampi envoyer des volumes à Nelis ou les lui procurer par les libraires de tous pays, avec lesquels il est en rapport; Nelis de son côté recherche des éditions des Pays-Bas pour Garampi et donne ses appréciations sur les livres qui paraissent. « Je suis curieux, il ne se peut pas plus, écrit-il à Garampi, de voir l'ouvrage du P. Giorgi sur *L'Alphabet des peuples du Thibet*, mais que vous m'annoncez, Monsieur, comme ayant enfin plus *in recessu quam in fronte praecerat*. Ce qui augmente ma curiosité pour des recherches qui d'ailleurs en sont si dignes, c'est que, si j'ose dire, j'ai commencé il y a quelque tems une dissertation *Sur les adorateurs non superstitieux du Vrai Dieu*, que je crois, d'après bien des expressions de nos Saintes Écritures, avoir été fort répandus dans l'Orient, sans ij comprendre les juifs, à l'égard de qui la chose est claire. Il m'a paru, à lire ce que M. Hijde nous a rassemblé scavamment sur la religion des Perses; ce que Prideaux, Stanlei, et beaucoup d'autres ont écrit à ce sujet, que les Grecs, et les Arabes nous avoient déguisé plusieurs articles de la créance des anciens Mages; je me suis même permis certaines conjectures sur Zoroastre, dont le nom n'étant pas un nom propre, pourroit bien cacher, m'a-t-il semblé, ou Daniel, ou quelque autre prophète d'entre les juifs. Mais je m'amuse,

sans ij penser, à vous entretenir, Monsieur, des choses, qui jusqu'ici sont fort mal digérées (1). » (Lettre du 5 août 1763.) Cette même année 1763 Nelis faisait déjà paraître à Louvain, sans nom d'auteur, son *Fragment sur les principes du vrai bonheur. Discours de Lysimaque*. Dans le même ordre d'idées, il publiait deux ans plus tard : *Alexis, fragment d'instruction d'un prince*. Dans ces ouvrages nous trouvons déjà ébauchées les théories philosophiques dont *L'Aveugle de la montagne* nous livrera la forme définitive. Elles valurent à leur auteur des critiques amères.

D'un autre côté, Nelis avait également des difficultés. Le 17 juillet 1765 il avait été nommé chanoine de la cathédrale de Tournai, il voulut concilier les obligations de cette charge avec celles de bibliothécaire de Louvain : l'une et l'autre devaient souffrir. Après deux années de vains efforts pour satisfaire à une double résidence, Nelis se décida à quitter Louvain, mais il peut plus difficilement se résigner à se défaire du canonicat qu'il détient également en cette ville. Il s'adresse d'abord au gouverneur des Pays-Bas pour pouvoir le conserver; pris de scrupules, « comme le prince ne peut point dispenser dans les lois de l'Eglise », il veut obtenir la dispense du Saint-Siège pour conserver en même temps que le canonicat de Tournai celui de Louvain ou tout autre bénéfice ecclésiastique qu'il parviendrait à obtenir, et il s'adresse à cet effet à Garampi, influent en Cour de Rome. Dans le *post-scriptum* il demande d'envoyer les papiers à son frère, professeur de droit à Louvain, afin que le gouvernement ne sache point qu'après s'être adressé à lui, sa « délicatesse de conscience » le fait encore recourir à Rome. Dans cette lettre à Garampi, Nelis avoue qu'il a manqué l'occasion de devenir chancelier de l'Université.

* * *

A Tournai Nelis semble avoir connu le succès : il est vicaire général pendant la vacance du siège, de 1770 à 1776, et il garde cette dignité sous le nouvel évêque Guillaume-Florent, prince de Salm-Salm. Nelis est cependant souvent à Bruxelles; il y a son logement qu'il se plaint de n'être pas trop spacieux, en sorte qu'il n'y a qu'une chambre d'ami. Nelis s'occupe dans la capitale à la fois de politique et de science, il joue un rôle influent à l'Académie et songe à publier un recueil des historiens des Pays-Bas. Ce n'est pas à Bruxelles que se bornent ses déplacements; Nelis ne dédaigne pas de prendre des vacances, dans quelque bonne abbaye, comme celle de Rolduc en 1783, ou comme à Spa en 1784. Nelis se crée beaucoup de relations et sa correspondance devient de plus en plus vaste. Il se plaint du temps qu'il y perd : « Voyez et excusez, écrit-il au chanoine Ernst de Rolduc, la grande précipitation de cette lettre. C'est la dixième que j'écris, malheureusement, par cette Poste, et c'est un métier qui me tue et qui me prend un tems, que je pourrais, ce me semble, moins mal employer. » (Lettre du 4 mai 1784.) Nelis écrit cependant toutes ses lettres lui-même; lorsqu'il recourt aux offices de son secrétaire, il s'en excuse : « Un petit mal à la main droite m'oblige de me servir ici de la main d'autrui. » (Au même, 13 octobre 1784.) « C'est un gros rhume et qui me gêne un peu la poitrine qui m'oblige de dicter plutôt ma lettre que de l'écrire. » (Au même, 13 août 1785.) Nous voyons qu'Ernst est un correspondant assidu de Nelis, celui-ci le voudrait, en effet, comme collaborateur dans sa publication des *historiens nationaux*. Rien ne devait en advenir : Ernst devint curé et Nelis évêque d'Anvers.

Avant d'arriver à cette dignité, Nelis dut pourtant connaître un échec : vers la fin de l'année 1783, il s'était mis sur les rangs pour être élu doyen du chapitre de Tournai, mais le choix du chapitre tomba sur un autre candidat. Voici la version que Nelis

(1) Nous l'avons publiée intégralement dans le *Bulletin de l'Institut historique belge de Rome*, t. XIII, 1933, p. 196.

donne de l'incident à son confident, qu'il exhorte une fois de plus à être son commensal : « J'ai eu tout récemment une nouvelle occasion d'être obligé d'appuyer avec fermeté sur ces goûts irrésistibles, car nos amis ne pensant pas toujours comme nous, j'en ai eu, et des amis puissants, qui voulèrent à toute force me faire penser au doyenné de mon Église, qui vient de vaquer par la mort de l'abbé d'Hérinnes. J'aimois mieux être simple chapelain, avec l'usage d'une belle bibliothèque, que doyen de l'évêque de la première église du monde chrétien. Si vous pensez de même, mon cher Professeur, venez l'être d'histoire plutôt que de théologie, venez prendre possession de mes collections, de mes manuscrits et de toutes les belles bibliothèques (car il y en a plusieurs et de véritablement belles et riches) de Bruxelles ». (Lettre à Ernst du 9 janvier 1784.)

Fin octobre 1784 Nelis est nommé évêque d'Anvers. Ernst écrit aussitôt pour l'en féliciter. La réponse du nouvel élu est tout à fait intéressante :

« Monsieur,

« J'ai toujours pris pour une aimable plaisanterie de votre part, ce que vous vouliez bien me dire, et de l'anneau épiscopal (à propos d'une simple bague donnée par Sa Majesté) et lorsque vous me traitiez de Prélat; courtoisie que je n'ai pas voulu me donner la peine même seulement de réfuter de la part et chez un ami à qui tout était permis, propos sérieux, badinage, etc. et surtout avec qui j'aimais à causer dans mes lettres de choses plus agréables ou plus utiles. Enfin, ce que j'ai craint, ce que j'ai fui (et votre amitié pour moi se persuadera quand même que ce n'est pas ici un langage de commande, mais dicté par le fond du cœur outre que toutes mes vraies connaissances le savent) est enfin tombé sur moi, et toute ma résistance a été vaine. Le sort en est jeté, et, *Fiat voluntas*, puisqu'il le faut.

« Mes chères études, les lettres qui ont fait tous mes plaisirs, depuis mon enfance pour ainsi dire, en pâtiront un peu; mais enfin, je serai plus économe de mon temps que du bien de mon petit évêché, qui n'est pas riche; il me sera permis, j'espère, d'imiter un peu Laevinus Torrentius (qui d'archidiacre et vicaire général de Liège est devenu le second évêque d'Anvers, puis nommé au siège de Malines) et tout ce que je pourrai détacher de mes occupations, qui seront des devoirs, je le consacrerai à mes projets littéraires et à ma bibliothèque, dût-on me traiter comme les paysans du diocèse d'Avranches traitèrent un jour M. Huet en le trouvant occupé toujours à étudier. « Bon Dieu! dirent-ils, pourquoi notre Roi, qui fait tout si bien, nous a-t-il donné un évêque qui n'a pas encore fini ses études?... »

« Je ne renonce certainement pas, quant à moi, mon cher confrère en académie comme en autres choses, au projet chéri dont vous voulez bien me faire l'amitié de renouveler la mention, mais il faut laisser au temps et aux circonstances le soin de les suivre et peut-être de les changer un peu dans la situation présente de nos affaires.

« Leurs Altesses Régnautes qui étaient hier en route pour aller passer quelques jours à Anvers et qui devoient y loger à l'évêché et animer les travaux de guerre par leur personne, à la réception d'un courrier qui les a atteints à Malines, ont rebroussé chemin et sont revenus à Bruxelles; et depuis lors ils se répand des bruits de paix de la part de la Hollande. Dieu le veuille! *Pacem te poscimus omnes. Nullo salus bello...* » (Lettre du 5 novembre 1784.)

Plus d'une fois nous voyons Nelis manifester dans sa correspondance ce souci de se consacrer avant tout à sa charge épiscopale tout en n'abandonnant point complètement ses recherches scienti-

ques et ses publications. C'est qu'en effet le volume d'introduction au recueil des historiens des Pays-Bas, le *Belgicarum rerum prodromus*, est depuis longtemps rédigé, mais Nelis craint qu'on ne le croie pas et qu'on le soupçonne d'avoir sacrifié à sa rédaction ses premières années de prise de contact avec son diocèse. Nelis n'ignore pas que là est sa première obligation. Il est sacré évêque le 5 juin 1785; à la fin de juillet il réunit ses doyens de chrétienté; par après, il part en tournée pastorale. Régulièrement, Nelis continue à se rendre à Bruxelles pour l'assemblée des États ou pour d'autres affaires. Il continue à acheter et lire des livres, et à côté du *Prodromus* il prépare l'ouvrage philosophique, *L'Aveugle de la montagne*, auquel nous avons déjà fait allusion. Il prend connaissance des ouvrages de Kant : « Sa métaphysique, dit-il, n'est pas celle de l'Aveugle. Il la rend d'ailleurs inintelligible par la foule des termes didactiques, que je hais prodigieusement. Il faut parler humainement, et clairement, de ces choses-là, comme de toutes les autres. » Nelis garde avec un soin jaloux tous les documents qui pourront servir à son recueil historique. Ernst lui ayant demandé pour dom Clément, de Paris, communication de la chronique de saint Bavon, il lui répond : « Quant à la chronique de saint Bavon, n'ayant pas renoncé sans retour à mes recherches historiques, je n'aimerais pas non plus de voir mes plus belles plumes passer à quelque autre oiseau. » (Lettre du 22 février 1787.) Sur les instances de son ami, il s'exécute cependant de bonne grâce et encore qu'à moitié : « Vous pouvez assurer dom Clément que je suis prêt à lui donner tous les extraits qu'il voudra de mon *Chronicon Sancti Bavonis*, ou de collationner les siens sur l'original. Au fait de communications littéraires, je me piquerai toujours de ne pas me laisser vaincre en générosité. » (Lettre du 1^{er} octobre 1787.) Il semble cependant que Nelis fournit une copie complète de la chronique.

Déjà en 1786 Nelis s'était intéressé de façon toute spéciale à la partie de son diocèse qui se trouvait en territoire hollandais. En 1788 il y fait une nouvelle tournée pastorale et tombe malade. Il fait écrire de Hoeven le 20 novembre : « ... Je suis à l'extrémité de mon diocèse. J'y suis arrêté, malade, depuis six semaines, d'une maladie de poitrine, qui, en me prescrivant le repos le plus absolu, ne me permet pas même de retourner encore à Anvers. » Et le 11 décembre : « Je suis toujours dans ma retraite, où je n'ai pas sorti de ma chambre, ni pour dîner, ni pour souper ou pour voir mon hôte, mais uniquement pour dire la sainte messe... Je compte ne pouvoir aller à Anvers qu'au commencement du mois prochain. »

Nelis avait d'autres soucis que ceux de sa santé. Nous sommes en plein conflit entre les évêques des Pays-Bas autrichiens et le gouvernement à propos des mesures de vexations de Joseph II, et spécialement celle de l'érection du séminaire général. Nelis, avec ses habitudes d'opportunisme, n'avait d'abord pas montré autant d'opposition que le cardinal de Franckenberg; par après il s'était complètement rallié à la résistance. Tous ces événements avaient été l'occasion d'une campagne de calomnies contre l'évêque d'Anvers. De son lit de malade il s'en plaint amèrement dans la *post-scriptum* de la première lettre que nous venons de citer : « On m'a dit que l'auteur des *Nouvelles ecclésiastiques* a mis un article, plein de personnalités, à mon sujet : et qu'il m'y représente comme un homme parvenu de rien, et ayant ambitionné un évêché, etc. Si je mérite quelque blâme, ce n'est pas, grâce à Dieu, de ce côté-là : c'est la plus grossière calomnie possible, puisque non seulement je n'ai pas fait un seul pas pour y parvenir, mais j'en ai fait deux cens pour m'en éloigner et le Secrétaire d'État a jeté au feu la lettre par laquelle je refusois tout net, adressée au prince de Kaunitz. Quant à ma fortune, j'en ai porté une dans l'État ecclésiastique qui pouvoit me faire vivre sans bénéfices. Enfin il faut prendre patience. Mais la calomnie pourroit bien être

repoussée, et je recommande cela à mon ami. » Tout cela n'était rien à côté de l'hostilité que Nelis, autrefois si bien en Cour, rencontrait et surtout allait rencontrer de la part du gouvernement. A son retour à Anvers, le 21 janvier 1789, on lui enjoint de se rendre à Bruxelles : « ... à peine arrivé chez moi, j'y ai reçu une interdiction ministérielle de quitter Anvers pour toute autre chose que pour le voyage impossible à un homme qui le 10 de ce mois a encore craché du sang, assez ou plutôt beaucoup trop abondamment. Enfin, j'ai pu me rendre aux États convoqués le 26. » (Lettre à Ernst du 30 janvier 1789.) Au milieu de ces difficultés Nelis fait preuve de résignation chrétienne et trouve dans les études une source de consolations. Ce n'est que le 10 août qu'il peut écrire que la situation vis-à-vis du gouvernement s'est pacifiée : « Je ne suis plus aux arrêts », écrit-il à Ernst.

En cette même année 1789 paraît à Amsterdam le premier volume de *L'Aveugle de la montagne, entretien philosophique*. Cette publication devançait celle du *Prodromus*. Nelis avait songé un moment à publier celui-ci sous l'anonymat à l'étranger pour éviter les accusations dont il avait exprimé la crainte au début de son épiscopat; c'est la solution qu'il adopta pour *L'Aveugle*, plutôt, à ce qu'il semble, à raison du fond même de l'ouvrage.

La Révolution brabançonne mit Nelis à l'honneur; le 21 janvier 1790 il fut nommé premier président des États généraux. On sait que l'indépendance fut de courte durée. Nelis se console en faisant imprimer son *Prodromus*. « L'effusion du sang humain me fait une peine incroyable... La culture des lettres fait ma consolation... Mon *Prodromus* gémit sous la presse, mais faute de tems, l'ouvrage avance lentement. Je suis mon correcteur moi-même. » (Lettre à Ernst du 24 septembre 1790. Le 10 février 1791 Nelis écrit : « Mon *Prodromus* va toujours son train, il y a une centaine de pages imprimées. » Enfin parut cette même année le *Belgarum rerum Prodromus, sive de historia belgica eiusque scriptoribus praecipuis commentatio*.

Mais c'est surtout *L'Aveugle* qui connut grand succès, à cause des idées philosophiques bien au goût de l'époque qui y étaient défendues. L'ouvrage fut traduit en plusieurs langues. « Mais oui, écrit Nelis, mon pauvre *Aveugle* a plus de bonheur qu'il ne mérite; il est vrai qu'une main illustre le veut *volgarizzare*; tandis qu'une autre le traduit en anglais. Que dire à tout cela? *Non equidem tanto me dignor honore*, et puis, vogue la galère. Il est vrai que ma philosophie est celle du religieux Malebranche. Elle est la mort du matérialisme. Elle a cela de plus que, plus hardie dans son vol, elle parle un langage humain, et laisse là la plupart des mots techniques, les formules de l'École : Dieu, Dieu, cette grande vérité physique si intimement présente à son ouvrage, Dieu, vu, connu par une vue simple, et faisant disparaître ce qui n'est pas lui, voilà la philosophie mosaïque, et la mienne... Mon *Prodromus* me passe au nez, après ces grandes vues, seuls signes d'une âme immortelle. Qu'est-ce que tout le monde, au prix d'une de ces idées? Qu'est-ce que notre histoire, *perituraque regna*, comme dit un poète payen, Horace? Hélas! ne venons-nous pas de voir un assez grand exemple de la vanité de tout ce qui se trouve ici-bas, quelque éblouissant qu'il nous paraisse? Léopold (I), le dimanche recevant l'envoyé ottoman avec tout l'éclat du premier trône du monde; le jeudi, sur un lit de parade, inanimé! Pour moi, je ne connais rien de plus frappant. Je touche cela faiblement dans un mandement, court mais énergique. Il est en flamand : vous ne l'en verrez pas moins, si vous voulez. Les ennemis et ceux de l'État le verront, et ne m'en blâmeront pas moins : car voilà notre malheur; les préjugés les passions privées, envénement tout, font usage de tout. » (Lettre à Ernst du 19 mars 1792.)

(1) Léopold II, empereur d'Autriche, mourut le 1^{er} mars 1792. Son fils, François II, lui succéda.

Les événements politiques se précipitaient. L'armée française de Dumouriez envahit la Belgique; le 18 novembre les Français sont à Anvers; seule la garnison autrichienne de la citadelle tient bon. Le général Miranda, grand voyageur et grand aventurier, arrive le 26 novembre; trois jours plus tard la citadelle se rend. Dumouriez impose au clergé du diocèse un emprunt d'un million de florins; le clergé manifeste sa résistance et paie ce qu'il peut. Nous ne voyons pas Nelis en première ligne de la bagarre, son secrétaire fait cependant partie de la délégation qui le 4 décembre va payer l'acompte. Miranda se montre peu conciliant en la matière, mais il quitte la ville pour le champ de bataille; au moment où à la fin de décembre il est revenu et s'apprête à partir à nouveau. Nelis veut lui faire visite. Il ne le trouve point chez lui et lui fait parvenir quelques-uns de ses produits littéraires avec le mot suivant, en lequel, nous l'espérons, il ne faut sans doute voir que des formules de politesse :

« Mon Général,

« Puisque les destinées vous appellent ailleurs, et que vous partez beaucoup trop tôt, au gré de nos empressés désirs; puisque je n'ai pas eu le bonheur d'ailleurs de vous trouver, hier soir, me serait-il permis, mon Général, de m'écrire encore une fois à votre porte, par les bagatelles ci-jointes, espérant que vous ne les regarderez que comme ma carte de visite? Si vous m'accordez cette grâce, elle me servira de gage et de garant, que je pourrai vous adresser bientôt un autre brimborion littéraire.

« Partout où sera le général Miranda, le respect et tous les sentiments dus aux grands talents iront trouver de la part de son serviteur, l'homme de lettres, le philosophe plein d'aménité et des plus vastes connaissances, le grand militaire; celui enfin dont Homère, et après lui Horace auraient dit : *Qui mores hominum multorum vidit et urbes*.

« Agréez, mon Général, tout l'hommage de mon respect.

« Ce dimanche 30 décembre 1792.

« L'Evêque d'Anvers (I). »

Mais les Français doivent abandonner les Pays-Bas et pour peu de temps les Autrichiens y reviennent. Nelis envoie une lettre d'hommage à l'empereur François II; il comprend le tragique des temps et écrit à son toujours fidèle Ernst : « Nous devons, mon cher curé, à la religion, à l'Église et à l'État autre chose que ces méditations philosophiques et religieuses; ou plutôt l'effet, le résultat de nos méditations doit être une activité, une énergie pleine de promptitude et d'intelligence. » (Lettre du 19 novembre 1793.)

Nous voulons terminer par cette pensée élevée de Nelis. Dieu lui réserva des épreuves dans sa vieillesse : lors de la seconde occupation il dut quitter Anvers en 1794; il se rendit à Leyde; en 1795 on le trouve à Bologne; il va à Rome, et enfin il se retire chez les Camaldules, près de Florence, où il meurt en 1798.

CARLO DE CLERCO.

(1) *Archivio del General Miranda*, t. X, Caracas (Venezuela), 1931, p. 225, le fac-similé atteste très nettement l'écriture de Nelis. Souvent celui-ci, d'ailleurs, signait uniquement « L'evêque d'Anvers ».

Mussolini anecdotique

Parmi les hommes les plus représentatifs de notre siècle, la figure de Mussolini est celle qui excite au plus haut degré la curiosité des écrivains. Depuis Emil Ludwig jusqu'à Henri Massis, presque tous les essayistes ont senti le besoin de mettre leur esprit d'analyse en présence de ce prodigieux animateur à qui n'échappe aucune nuance des courants spirituels de l'Europe. Les littérateurs les plus sévères, tels qu'un Henry Bidou ou un Louis Madelin, ont trouvé chez lui l'accueil d'une spiritualité ouverte et franche, et surtout une âme pensive de la crise morale de la civilisation. Cela d'ailleurs ne doit étonner personne si l'on songe que la culture dont s'est nourri l'étatiste italien est marquée d'une empreinte éminemment européenne, tout en restant fidèle aux sources du plus pur et du plus fier humanisme italien.

Sa vie aussi a fait couler beaucoup d'encre en Italie et à l'étranger. La bibliographie mussolinienne s'enrichit chaque jour d'un nouvel ouvrage. Soit qu'il s'agisse de souvenirs sur le tribun de l'avant-guerre, soit qu'on parle du renouvellement qu'il a opéré dans la conscience de la jeune génération italienne, la vie de Mussolini continue à passionner les esprits, à alimenter les discussions, à être le symbole de l'énergie d'un peuple. Mais un ouvrage qui se détache bien de tous les autres est le *Mussolini imaginaire* qui vient de paraître en Italie. Ce livre, qui se place entre la biographie et la critique, est dû à la plume de M. Franco Ciarlantini, un des plus brillants et talentueux écrivains politiques grandis à l'école de Mussolini. Vraiment, plus que d'un personnage imaginaire, l'auteur parle d'un personnage réel, c'est-à-dire du Mussolini qui jouit d'un prestige indiscutable même chez les peuples les plus éloignés et les plus étrangers à la politique brûlante de l'Europe. M. Ciarlantini, qui a sillonné en journaliste le vieux et le nouveau monde, a pu rassembler des témoignages sincères et frappants. Tantôt, il cède la parole à un ouvrier italien vivant loin de la patrie, tantôt il questionne un diplomate japonais ou un confrère rencontré par hasard, ou bien un prêtre en Terre Sainte; tous lui expriment un jugement personnel et différent sur ce prestigieux phénomène de notre temps qu'Henry Bidou, avec une prudence trop prononcée d'historien, a appelé « le fait Mussolini ».

L'ouvrage de Franco Ciarlantini apporte à la bibliographie mussolinienne un courant d'opinions franches et rudes souvent surprises dans le langage du peuple. Son *Mussolini imaginaire* est, au fond, le Mussolini véritable dont tous parlent, le Mussolini-homme pris au dehors du cadre sévère de ses fonctions politiques. C'est ainsi que M. Ciarlantini peut même nous renseigner sur les données astrologiques de la vie du Duce. Pour cela il puise à des sources que lui offre une publication viennoise. D'après l'astrologue Josef Gerber, Mussolini est né sous les signes réunis de Mars et de Vénus. Le Scorpion lui transmet le « fluide magnétique », ce qui explique son prestige sur la foule. La Lune dans le signe des Gémeaux détermine en Mussolini le besoin de la vie aventureuse et une tendance aux extrêmes, mais le rapport étroit de la Lune avec Mars lui donne la profondeur de pensée et l'accord entre le sentiment et l'intelligence. Le Soleil dans le signe du Lion suscite en lui le désir de grandeur et de gloire, tandis que le Soleil en conjonction avec Mercure le dote d'une bonne mémoire. Seulement, Vénus dans le signe du Cancer n'est pas en position favorable. De même, la rencontre des influences du Saturne et de Mars présente une « tendance fatale », ce qui signifie que Mussolini doit prêter beaucoup d'attention à la politique étrangère!

Voilà, en résumé, l'horoscope que relate M. Ciarlantini dans son

livre, non sans dire son mot ironique sur les astrologues et leur science.

La dernière partie de ce bel ouvrage est consacrée au relèvement spirituel des Italiens à l'étranger. Mussolini a accompli une révolution rénovatrice à l'intérieur du pays, mais a donné aussi le signal de la renaissance politique à l'extérieur, dans le noble but, désormais atteint, d'assurer à l'Italie une primauté digne d'une grande nation. Sur ce plan politique et moral les anecdotes concernant Mussolini sont nombreuses et éloquentes. M. Ciarlantini a voulu amener son original reportage à une conclusion plus spirituelle et humaine que politique. Toutefois, les attitudes de Mussolini au milieu de la classe dirigeante formée par lui au prix de continus efforts, méritent bien d'être mises en lumière.

Ayant appartenu à la presse parlementaire, pendant toute la période orageuse et riche d'événements mémorables qui marquèrent les deux premières législatures fascistes en Italie, je peux relater directement quelques particularités inédites sur les attitudes du Duce à la Chambre des députés, après la déclaration de déchéance des représentants de l'opposition en fuite.

Dans la salle des séances de Montecitorio, outre la grosse majorité fasciste, étaient restés quelques petits groupements de l'opposition dite constitutionnelle, des représentants du Centre catholique sincèrement ralliés au fascisme et, surtout, M. Giolitti, le vieux politicien qui avait imposé, pendant trente ans, sa dictature déguisée à la vie italienne et maintenant paraissait s'étonner de la politique dictatoriale faite au grand jour par un homme et un mouvement entraînant toute la jeunesse du pays. Le « vieux renard de Dronero », comme on l'appelait dans l'argot parlementaire, était entouré de trois ou quatre amis, derniers survivants de la politique de compromis entre le libéralisme et l'extrême-gauche.

Mussolini écoutait impassiblement les longues dissertations de ces libéraux encore enracinés au sol du Parlement. Au banc du gouvernement, les yeux pensifs fixés sur ses papiers, les bras croisés sur sa large poitrine, il suivait les débats d'un air presque distrait. Mais gare à celui qui se hasardait dans le domaine réservé à la direction du pouvoir, car alors les réponses et les interruptions de Mussolini arrivaient droites et pénétrantes comme des dards d'acier. Mais le choc brusque entre Giolitti et Mussolini, auquel beaucoup s'attendaient, ne s'est jamais produit. Le vieil étatiste piémontais faisait son apparition au Parlement avec une ponctualité méticuleuse et souvent se mettait à causer avec des députés fascistes qu'il traitait très courtoisement. Les rares fois qu'il se levait de son siège devenu fameux, au troisième banc de l'hémicycle gauche, c'était toujours pour de brèves déclarations lues dans le silence glacial de l'assemblée. Mais il défendait son passé de chef de gouvernement avec une habileté rare et un acharnement inouï. Mussolini ne lui répondait jamais directement et gardait vis-à-vis de lui un calme étonnant. Entre ce vieillard long et osseux, à l'allure de don Quichotte, et la volonté de l'animateur il y avait tout juste l'abîme qui sépare la vieille et la nouvelle Italie.

* * *

La sévérité de Mussolini envers les membres de l'opposition ou les douteux redoublait quand il s'agissait de fascistes. Un jour qu'un jeune député avait prononcé des appréciations maladroites sur la politique étrangère, il lui coupa net la parole en le rappelant à la responsabilité du moment. Le Duce, en vérité, sentait dès lors que le Régime parlementaire était périmé et inutile même en forme réduite. Avec un sens aigu et fiévreux de l'avenir, il envisageait une assemblée nouvelle, à base exclusivement corporative, délibérant sur les nécessités concrètes de la nation et affranchie surtout de ces lourds préjugés qui paralysent la vieille démocratie européenne. Mais il ne voulait pas provoquer dans les institutions

de l'État les caractéristiques coups de théâtre qui marquent les révolutions éphémères.

Mussolini a d'ailleurs démontré ses qualités exceptionnelles de temporisateur pendant la période qui précède le Traité du Latran. Ce fut la préparation longue et silencieuse d'une réalité historique qui semblait presque impossible à rétablir. Aucun des collaborateurs du chef du gouvernement italien n'était vraiment au courant des tractatives avec le Saint-Siège, tractatives si délicates des deux côtés qu'elles auraient pu se rompre à tout moment. Dans les milieux fascistes responsables on envisageait d'une façon calme et clairvoyante le problème de l'Église et de l'État, sans toutefois nourrir l'espoir d'une solution imminente. Car, il faut bien le dire, puisque cela a été consacré dans des ouvrages parus en Italie à l'époque du débat, le projet de reconnaissance de l'État vatican de la part de l'Italie rencontrait la sourde opposition des vieux foyers anticléricaux du pays réveillés pour la circonstance. Quelques personnalités du Fascisme s'étaient même prononcées dans un sens nettement contraire à la conciliation, affirmant qu'il ne pouvait être question de reconnaître au Souverain Pontife la qualité de chef d'État. Dans les couloirs de Montecitorio il n'y avait guère qu'Egilberto Martire et moi à être des *conciliateurs* par conviction! Mussolini donc travailla seul et en grand secret à la réalisation de ce « rêve » vainement poursuivi par Cavour et la vieille diplomatie italienne. Il fut l'unique à deviner, dans son immense tour d'horizon, l'influence que l'accord entre l'Église et l'État aurait sur l'avenir de la Nation italienne.

GUIDO DE LUCA.

Le concile de Madrid

La Société des Esprits a tenu, en mai dernier, son premier concile œcuménique. Il s'agit, comme chacun sait, de ce sacré Collège, composé de « sommités intellectuelles » chargées d'élaborer les principes d'une « politique de l'esprit » — politique dont la Société des Nations devra s'inspirer dans ses conventions et ses accords pour que ceux-ci s'imposent valablement à la conscience humaine. C'est une nécessité que l'institution de Genève a commencé d'entrevoir quand les intérêts temporels et les desseins politiques qui ont favorisé sa naissance se sont peu à peu dissociés jusqu'à menacer son existence. Les augures, consultés sur les raisons de ses successifs échecs, lui ont représenté qu'avant d'élaborer un pacte politique, il fallait qu'il existât un *esprit profond de pacte*, et que celui-ci supposait un accord sur certains points fondamentaux de la pensée humaine; qu'il importait, par exemple, d'avoir sur l'homme, sur le devoir de l'homme, des idées communes, que c'était là une chose essentielle et que l'élaboration de ces idées leur appartenait à eux, intellectuels, qui, par destination, sont voués à formuler et à préciser les idées en elles-mêmes.

C'est dans ce grand dessein que, sous les auspices de la Société des Nations, des esprits supérieurs se sont réunis pour la première fois, il y a quelques mois, à Madrid, dans cette Espagne où, comme le dit M. Paul Valéry, le haut personnel politique se tire des « sommets de l'intellect », ce qui en faisait en quelque sorte un lieu prédestiné pour des gens de leur espèce (1). Ces doctes personnages avaient décidé d'y aborder un problème capital, celui de *l'avenir de la culture*, c'est-à-dire de cela même dont ils ont la charge. Sur

quoi, en effet, ces intellectuels pourraient-ils poser le problème de la souveraineté, sinon une certaine notion de l'homme, qui leur rendrait possible de créer un code de valeurs de culture s'imposant par sa force intrinsèque à tous les individus et à toutes les nations? A défaut d'une foi, d'une croyance commune, ils ne sauraient concevoir autrement la tâche qu'ils se sont arrogée.

Hélas, les délégués du Comité n'ont même pas pu s'accorder sur le sens de ces mots de « civilisation » et de « culture » qui faisaient l'objet de leurs spéculations! Rien de plus propre à attester l'incohérence et le désarroi de tels esprits que le compte rendu de leurs discussions madrilènes, publié par les soins de l'Institut international de Coopération intellectuelle, dans un de ces volumes qui composent comme un haut sottisier de l'époque.

C'est, au reste, à confesser leur trouble que la plupart s'emploient : ils avouent ne plus savoir ce que c'est que l'homme, que le genre humain. Les uns, comme le Senor Morente, attribuent la crise de la culture au développement des sciences et à la spécialisation des techniques particulières; les autres se lamentent sur les conditions d'une époque si défavorable à l'esprit. A travers ces critiques quelques vérités leur échappent. M. Jules Romains remarque par exemple, avec raison, qu'on ne sait plus penser le général et que, comme disait Comte, la « spécialité de la généralité » est tombée en désuétude. Mais constater que la fonction de coordination, de synthèse, d'équilibre ne s'exerce plus, n'est-ce pas mettre en cause la fonction même de la pensée, c'est-à-dire la fonction humaine par excellence? Elle semble singulièrement déchuë, si l'on en juge par ses représentants patentés. Leur incapacité à trouver la vraie définition des choses dont ils discutent, leur absence d'unité intellectuelle est d'autant plus grave qu'ils ne prétendent pas moins en déduire une morale internationale et les règles de la justice. Quel « pacte » d'esprit peut-il exister entre des hommes, professant des philosophies si divergentes? Certains d'entre eux vont même jusqu'à affirmer qu'une « civilisation universellement humaine n'est pas possible » et qu'on ne saurait « concevoir une norme commune acceptée par tous les êtres humains ». Alors que font ces messieurs?...

A lire leurs propos sur l'avenir de la culture, on éprouve une impression étrange : celle d'une déperdition de l'atmosphère humaine. C'est ce que traduit, avec humour, le pessimisme radical du Senor Miguel de Unamuno : « Après avoir enseigné quarante ans, dit-il, j'en suis venu à ne pas savoir ce qu'est la culture... Je crois que la plus grande partie de l'humanité civilisée est à présent fatiguée... La génération qui est engendrée aujourd'hui naît avec une espèce de fatigue prénatale. J'espère pour mon peuple, pour vos peuples, qu'il puisse y avoir quelques années non seulement de paix, mais de repos, — car il y a une paix sans repos et cela est épouvantable — de repos pendant lequel ils pourront dormir, pendant lequel ils pourront digérer les vérités et digérer la vérité. C'est là peut-être la leçon la plus rude de la vie du monde. »

Unamuno sait, au reste, fort bien ce qu'est la vraie culture, lorsqu'il dit des analphabets, des illettrés de son pays qu'ils ont peut-être plus de culture que les autres, en ce qu'ils ont sur l'âme de longs siècles — de longs siècles de pensée et de foi. Tous ces « intellectuels » soupirent d'ailleurs après la grâce d'une croyance capable de les unir, comme en témoigne leur nostalgie du moyen âge qui réalisa cette unité de l'esprit où vainement ils aspirent. « Nous n'avons plus, dit le Senor Morrente, ces idéaux de caractère collectif comme il y en avait au moyen âge et comme il faut qu'il en existe pour que la culture progresse. » « Si nous refusions, nous autres hommes du XX^e siècle, dit aussi M. Jules Romains, de reconnaître l'efficacité de la culture syndicale, nous serions en régression sur l'humanité antérieure puisqu'elle a existé sous des formes changeantes dès le moyen âge. Il y a eu une culture reli-

(1) Nommons au moins ceux qui représentaient la France : M^{me} Curie, présidente, M. Paul Langevin, M. Jules Romains, M. Paul Valéry.

gieuse, chrétienne, indépendante des frontières. Il y a eu une culture artistique qui a été européenne. Nous serions donc en régression sur nos ancêtres. « Certains — comme l'esthéticien allemand H. Pinder — vont même jusqu'à rêver d'une évolution qui nous mènerait vers un nouveau moyen âge. « Il n'est pas nécessaire, dit-il, de ressentir en présence de ce mot : moyen âge, le frisson que le XIX^e siècle voulait nous faire éprouver. Le moyen âge n'a pas été obscur, il fut au contraire tout plein de lumière; mais il sut, d'un instinct profond, faire porter la lumière sur ce qui convenait à la lumière. » Et pour faire sentir le tragique de la situation présente, M. Pinder parle de l'art du moyen âge, en des pages qui méritent d'être tirées de l'amas de discours incohérents où ses propos s'égarèrent : « Les œuvres d'art du moyen âge, si étrange que cela puisse paraître, dit-il, ne furent pas créées pour la vue, pour la contemplation, pour la jouissance esthétique; elles ne furent pas créées pour être regardées, mais seulement pour être là, en témoignage du respect et de l'adoration religieuse. Et c'est à cette époque, c'est dans la sculpture du XIII^e siècle que l'Europe a donné naissance à son art plus noble, au seul qui soutienne la comparaison avec celui des Grecs. Et cela c'était la vraie culture... Les grands styles qui sont les plus clairs témoignages d'une grande culture sont toujours nés de besoins d'ordre religieux, d'ordre sacré; et plus ils furent grands, mieux se manifesta cette origine. Ils ne sortiront donc pas de réflexions, de spéculations logiques, comme le sont malheureusement les nôtres. »

Ce qui manque, en effet, au monde moderne, c'est une religion. On ne lui propose que cette humanité vaguement internationalisée — pour laquelle M. Jules Romains voudrait qu'on suscitât un « enthousiasme comparable en intensité et en efficacité à celui des époques passées ». Car lui aussi voudrait bien créer un état d'âme religieux! « Une grande faiblesse des organisations internationales actuelles, dit-il, c'est de ne pas du tout s'adresser à l'élément « imagination », je dirai même au fanatisme. » Aussi reproche-t-il à la Société des Nations « d'être trop exclusivement une œuvre de sagesse bureaucratique »; et dans un bel élan, il s'écrie : « Je voudrais que l'on fit pour elle des manifestations populaires et passionnantes qui remuent les foules, que l'on fit pour elle des cortèges et de la musique, je voudrais que l'on remplît pour elle le ciel d'éclats de bombes et de feux d'artifice!... »

Hélas! Je ne vois rien de pareil dans les sept vœux que le Comité a formulés pour clore ses travaux. Il y va pourtant de l'« avenir de la culture » sur quoi veillent les augures de l'Institut de Coopération intellectuelle, s'il est vrai, comme ils le reconnaissent, que cet « avenir » dépend moins de toutes les bonnes idées qu'ils peuvent émettre que de l'enthousiasme des foules pour la Société des Nations, sous les auspices de laquelle ils s'assemblent pour sauver l'esprit.

HENRI MASSIS.

VIENNENT DE PARAÎTRE

L. Dumont-Wilden

Le Prince Errant

Charles-Edouard, le dernier des Stuarts

Librairie Armand Colin : 20 frs. fr.

Pierre-Henri Simon

Professeur aux facultés de Lille.

L'École et la Nation

Éditions du Cerf : 15 frs. fr.

Italo Balbo

« Alors que je donnais le « bon à tirer » de ce livre, le maréchal Italo Balbo a remis entre les mains de Mussolini le portefeuille du ministère de l'Aéronautique et a été nommé par décret royal gouverneur général de la Lybie. » Ainsi parle Antonio Aniante à la première page de son livre : *Italo Balbo, maréchal de l'air* (1). Et il faut avouer que, pour un biographe, la mésaventure peut paraître cruelle. Le biographe que voici est un fasciste de stricte observance. Discipline est sa devise. *Roma locuta est* : du fond de son palais romain, le Duce a donné le mot d'ordre. « Il n'est pas de mon rôle, donc (je cite — et ce donc vaut tout un poème, un poème de fidélité), d'expliquer ici les différents motifs pour lesquels Mussolini a cru bien d'accomplir certains changements que suivront d'autres et d'autres encore, qui viendront parce qu'ils doivent venir. »

Mais le lecteur n'est pas tenu de respecter la même consigne du silence. La mutation de Balbo — on a dit : la disgrâce — a suscité maints commentaires désobligeants. Désobligeants pour un Mussolini qu'on ferait volontiers passer pour un tyran, ombrageux jusqu'à ne supporter dans son entourage immédiat que des subalternes, des étoiles de seconde grandeur.

Faut-il croire qu'en envoyant le maréchal de l'air de l'autre côté de la Méditerranée, Mussolini a cédé à un mouvement d'humeur jalouse? Je ne le pense pas.

Une première raison : le fascisme est coutumier de ce que nous appellerions la politique du roulement. C'est ainsi que, récemment encore, toute une fournée de jeunes fonctionnaires ont été admis dans les cadres administratifs du régime. Le choix se faisait au concours. Mais la limite d'âge était fixée de telle façon que la nouvelle génération courût seule ses chances. La gérontocratie a vécu au delà des Alpes. Tous les enquêteurs, tous ceux qui ont approché d'un peu près les dirigeants fascistes n'ont pu dissimuler leur étonnement devant la *giovinanza* de tel ministre, de tel secrétaire général. Il reste cependant que le ministère de l'Aéronautique vient d'être repris en mains par le Duce en personne. Il ne s'agit donc pas, en l'occurrence, de permettre à un nouvel « aiglon » d'essayer ses ailes.

Et ceci nous amène à proposer la seconde raison : Mussolini, pour les besoins d'une politique de prestige, tient aujourd'hui à montrer à l'Europe l'ensemble unifié des forces armées de l'Italie. Marine, guerre, air : cela aussi signifie le *fascio*. L'année qui vient de s'achever marque, dans la politique mussolinienne, un tournant. Après la stabilisation du régime sur le plan intérieur (et les réalisations du premier décennat ne laissent subsister aucun doute à cet égard), le Duce entend bien jouer sur la scène internationale le rôle de vedette. Le Pacte à quatre n'a pas, jusqu'à ce jour, sorti tous ses effets. Le relèvement de l'Allemagne hitlérienne risque de déclencher la course aux armements. L'horizon est lourd de menaces. Et l'on sait que la paix selon Mussolini, cette paix romaine dont il a été question dans un discours retentissant, se prépare dans les arsenaux. Seuls, les peuples forts sont respectés. Chef d'un gouvernement autoritaire, le Duce manifeste qu'en Italie du moins les leçons du « commandement unique » ne sont pas perdues.

Mais il y a peut-être une troisième raison : une raison de politique coloniale. S'il est vrai que la révision des traités est en marche, tout fait prévoir que les revendications italiennes se porteront surtout du côté de l'Afrique. Arrachée aux Turcs, en 1911, après une guerre cruelle, la Lybie a coûté à l'Italie des sacrifices hors

(1) Paris, Grasset.

de proportion avec le bénéfice que représentent ces déserts de sable rouge. Mais la Lybie est comme une porte ouverte sur l'Afrique centrale, sur le Tchad. J'ai été frappé de suivre, cette année, dans les colonnes du *Popolo d'Italia*, toute une série d'articles consacrés à ces régions sahariennes qui constitueront peut-être, pour les Français, à l'heure du péril et de la *combinazione*, une monnaie d'échange. Aniante évoque, à propos de Balbo, la haute figure de Lyautey. « De même que le premier Balbo, proconsul romain en Afrique, ce troisième Balbo, Italo, suivra l'ordre du dictateur, dignement... » Pourquoi pas ?

Il serait puéril, en tout cas, de prêter à Mussolini de mesquines rancœurs. Le livre d'Aniante est un panégyrique du chef et du soldat, du chef lucide et fort, du soldat intrépide. L'amour est plus clairvoyant que la haine — bien souvent.

* * *

Le chapitre le plus curieux de cette biographie d'Italo Balbo tourne tout entier autour de Mussolini. Cela me paraît symbolique. Nous parlons du chef et du soldat, du maître et de l'élève. L'élève vit dans le rayonnement du maître. A telles enseignes que les plus hautes qualités du vainqueur de l'Atlantique se retrouvent — et même les qualités physiques — chez le vainqueur du parlementarisme, de l'économie libérale et de l'individualisme anarchique.

Elles sont amusantes, ces anecdotes qui roulent sur la « forme », la forme sportive du Duce. Mais il faut insister davantage sur la santé morale (*mens sana in corpore sano*) de ce rude Romagnol. « La clé de son triomphe réside dans la pureté de sa vie », n'hésite pas à écrire Aniante à propos de Mussolini. « Frugal dans ses repas, s'abstenant volontairement d'alcool, de tabac et de café, dormant peu, sobre de loisirs et de distractions, sa vie tout entière est l'incomparable exemple d'une formation qui rappelle celle d'un religieux. » Et c'est aussi pourquoi le Duce peut imposer aux jeunes aviateurs réunis sous les ordres de Balbo à l'escala d'Orbetello une discipline quasi monacale. « Tout autour, l'hydroscala est fermé d'une haute muraille », lisons-nous dans les notes du maréchal de l'air : « c'est la garantie de son idéale et volontaire clôture. Nous tombâmes aussitôt d'accord : les célibataires aussi bien que les hommes mariés ne franchiraient cette muraille que tous les quinze jours ». C'est aussi pourquoi Mussolini peut câbler à celui que fête le monde entier ces télégrammes que nous parcourons ici dans leur laconisme émouvant et qui se résument en deux impératifs : « Sois sage, sois simple. » « Maintenant, ne t'attarde pas à boire du champagne avec des bourgeois sédentaires. Ne te prodigue pas à la curiosité des femmes et des oisifs... » Langage de Mentor, mais d'un Mentor tout proche de Télémaque par le sang qui bouillonne, la vie qui déborde. Comme le dit très bien Aniante, « si lui-même et ses jeunes disciples n'avaient pas donné l'exemple, Mussolini aurait perdu la partie dans le conflit dramatique qui mit aux prises, il y a deux ans, l'État et l'Église ».

Dans ce chapitre II (« Mussolini »), je recommanderais volontiers la lecture des pages 40 et suivantes. L'auteur y discute avec beaucoup de finesse la philosophie de la dictature italienne. Nietzsche ou Hegel ? — Ni l'un ni l'autre. En réalité, le néo-hégélianisme a eu le vent dans les voiles pendant un certain temps, le temps de dépister la collusion entre « la pensée germanophile de Gentile » et « les aphorismes napolitains de Vico ».

On a même été jusqu'à appeler Hegel le théoricien de l'État fasciste. Aujourd'hui que les professeurs de l'Université ont dû signer une formule par laquelle ils s'engagent à ne donner qu'un enseignement fasciste, le danger du néo-hégélianisme a-t-il totalement disparu ? Aniante voudrait en être sûr, qui se prononce très sévèrement sur le compte de Gentile, de Benedetto Croce, esthéticien et libéral, voire d'un d'Annunzio trop nietzschéen

dans ses « discours à la première personne ». Mon impression, cependant, est que le « gentilisme », si l'on peut dire, a singulièrement imprégné les doctrines scolastiques de l'Italie nouvelle.

Sommes-nous loin de Balbo ? — Très loin et très proche. Car nous touchons à la doctrine du « pessimisme viril ». Je n'ai pas rencontré de meilleure définition de la politique mussolinienne, telle que la pratique, à son tour, à son rang, le maréchal de l'air. De même que Balbo s'oppose aux éléments, aux forces hostiles de la terre, de la mer, du ciel, Mussolini lutte contre l'obstructionnisme de ces forces supranaturelles que sont les mythes, nés de nous-mêmes, trop souvent, de nos concupiscences. Nous recommandons tous, à certains égards, l'aventure humaine du Titan. Dans ce retour aux pures origines, dans cette mise à l'écart des influences étrangères, dans cet essai de purification de la race, le Duce et son lieutenant ont engagé le meilleur de leurs forces neuves. S'il existe des forces plus grandes que « la volonté et la clarté des visions de l'homme », des forces inhumaines, nous retournons à l'Ananké, au Fatum. Pourtant, lutter a bien son prix.

* * *

Précisément, le courage d'Italo Balbo est de ceux qui nous permettraient d'envisager la lutte avec le maximum de confiance. Machiavel se plaignait déjà que, « victorieux dans les duels et les rencontres à quelques-uns », les Italiens faisaient piètre figure « dans les grandes entreprises où il fallait un effort plus vaste ». Le triomphe des Atlantes est le triomphe symbolique de l'audace dirigée. De toutes les manifestations d'antiindividualisme, de cet antiindividualisme que Mussolini ne cesse de prôner comme la vertu civique par excellence, il n'en est pas de plus frappante. Tandis que les professeurs dans leur chaire continuent d'adorer leur idole hégélienne, fût-elle repeinte aux couleurs fascistes, les aviateurs dans leur carlingue se contentent de mettre en pratique cette formule de Nietzsche dans le *Gai Savoir* : « L'homme trouvera dans son audace le sourire adamantin des cieux métalliques du Sud. »

Délaissant les chapitres d'un intérêt plus récent où sont narrées les deux croisières aériennes du maréchal de l'air, la première (Italie-Brésil) déjà éclipsée par la seconde (Orbetello - Amsterdam - Londonderry - Reykjavik - Cartwright - Shédiac - Montréal - Chicago - New-York - Shédiac - Terre-Neuve - Les Açores-Lisbonne-Rome), je m'attarderais plutôt sur le rôle de Balbo « squadriste ». Balbo « squadriste » : ou la formation d'un héros.

En 1921, Italo Balbo a vingt-quatre ans à peine. « C'était un beau garçon italien, parlant bien, qui avait quitté sa famille pour passer directement à la tranchée, et qui s'était distingué dans le corps des chasseurs alpins. » Natif de Ferrare, cité ardente. Avec, pour patrimoine, le souvenir d'un Balbo consul en Afrique au temps des licteurs, et de cet autre Balbo, Cesare, un des artisans de l'unité italienne.

En 1921, Mussolini n'est déjà plus le gueux inconnu. S'ouvre, dit Aniante, la « période des gants blancs et des voitures de course ». Entendez par là que la bourgeoisie vient grossir les premiers bataillons des chemises noires, Balbo n'est pas précisément de cette seconde levée. Depuis 1914, il collabore au *Popolo d'Italia*. Mais le voici qui vient au fascisme avec tout son enthousiasme, sa crinière léonine et, sur les lèvres et le menton, l'abondant duvet fauve qui faisait dire à sa mère : « Mon fils est devenu sérieux ; béni soit celui qui a inventé de porter la barbe ! » Il est de fait que le « bouc de fer », comme on dit aujourd'hui en Italie, a lancé, parmi la jeunesse, la mode de la barbiche. « Les fascistes les plus authentiques — je cite toujours Aniante — ont en horreur les cheveux gommés. Les « squadristes » portent des chevelures

épaisses, ces chevelures italiennes, serrées, fortes, annelées, dans lesquelles les femmes aiment plonger leurs doigts. »

Mussolini s'y connaît en hommes. Il ne tardera pas à distinguer, chez le jeune Ferrarais, l'esprit d'organisation joint à une merveilleuse promptitude dans l'exécution. Balbo sera le chef tout désigné des exercices de mobilisation; car il possède, autant sinon plus que l'esprit de choc, l'esprit de cadre. Au mois de septembre 1921, 3.000 chemises noires marchent, sans un seul accroc, sur Ravenne-la-Rouge. A titre de récompense, Balbo est nommé commandant des bandes armées de l'Emilie, de la Romagne, de la province de Mantoue, des Marches, de la Vénétie, du Trentin, de l'Istrie et de Zara : c'est-à-dire qu'il dispose du gros des forces révolutionnaires. Ses journées sont de dix-huit heures. Il faut, pour le réduire au sommeil, une de ces fatigues terribles qui le jettent « comme un sac de plomb sur la paille », à une heure avancée de la nuit.

En janvier 1922, la milice fasciste est fondée. Occupation de Ferrare par 63.000 chômeurs — des ouvriers agricoles, pour la plupart — qui obéissent à ce jeune dieu. Le Gouvernement est forcé d'accorder à la Province des travaux qui permettront de faire subsister 100.000 travailleurs. L'action directe a des résultats immédiats. « Mussolini m'a embrassé », dit Balbo. Le 29 mai, il occupe Bologne. Quelques mois plus tard, 700.000 ouvriers ont passé du socialisme au fascisme, de la *bandiera rossa* à la *camicia nera*.

Il y a aussi les expéditions « punitives ». La colonne de feu, comme disent les subversifs, parcourt toute une province pour venger, par l'incendie des maisons rouges, le meurtre d'un « squadrisme » tué dans une embuscade. Car la lutte a ses épisodes atroces :

*On a tué Berto,
Ce fils de Requin.
Vive le communiste
Qui lui coupa les mains!*

chante l'hymne sauvage des communistes parmesans. Balbo l'entend, qui passe ses sentinelles en revue, le long de la rivière. « J'ai pris un mousqueton, confie-t-il dans son journal, et j'ai tiré six coups dans le vide en direction du chant lointain. » L'occupation de Parme avait failli déclencher la guerre civile : le préfet Fusco pactisait avec les *arditi* rouges du député Picelli. Balbo dut quitter la ville sans avoir réduit ses adversaires à merci; mais il avait obtenu que Parme serait placée sous le commandement militaire.

Il faut renoncer à suivre l'intrépide chef de bandes jusqu'aux jours de la marche sur Rome. Qu'il suffise de rappeler ici que le coup d'État insurrectionnel qui devait aboutir à la prise du pouvoir fut suggéré par ce révolutionnaire de vingt-cinq ans. Mussolini l'approuve, de toute son énergie lucide et froide. Car voilà le miracle! Le miracle est dans la rencontre de ces deux hommes qui se complètent parce qu'ils se comprennent. La tête et le bras : beau sujet d'apologue dans Rome où naquit la fable des membres et de l'estomac.

Italo Balbo, disions-nous tout à l'heure, a fait comme « squadrisme » son apprentissage de héros. Un héros joue-t-il nécessairement de la matraque? — Non pas. Mais pour un jeune homme qui se nourrit d'une philosophie de l'action, il est salutaire que la première expérience consiste à vivre dangereusement. Le fascisme régnait à la vie commode. Il aime, il cherche le danger, non par goût de la petite mort, mais par quête de discipline. Condottiere gâté par la Fortune, le Balbo de vingt-cinq ans ne perd jamais le sens hiérarchique. Il exige qu'on le suive; il entend obéir. Chez lui, pas de mesure. Dans les rangs du fascisme on a compté d'autres hommes courageux, d'autres chefs audacieux, plus auda-

cieux que lui peut-être : il ne s'en est pas trouvé un qui pratiquât comme le Ferrarais la vertu d'obéissance. Aujourd'hui, sur un signe du Duce, loin d'Orbetello, de ses pilotes de raid, des grands oiseaux blancs qu'il mena vers la gloire, vers « le sourire adamantin des cieux », il part pour la Lybie. Admirable continuité d'une carrière vouée au culte de l'idée incarnée dans le Duce!

* * *

Il m'est arrivé de proposer, un jour, à des jeunes gens de chez nous, plus bouillants que sages, l'exemple de Balbo et de ses camarades. La lecture du volume d'Antonio Aniante est une leçon. On y apprend, du même coup, les vertus du chef et les devoirs de l'équipe, que l'action nécessaire suppose une longue patience, que la dispersion des efforts est synonyme d'impuissance et qu'une mystique de l'élan se fonde aussi sur une doctrine. Il faut souhaiter que la jeunesse nouvelle, abandonnant à la légende le vainqueur du ciel, cherche, dans son austère palais de Lybie, le vainqueur — le plus grand vainqueur — de soi-même. Mussolini disait récemment à Henri Massis : « La véritable opposition, elle est en nous : c'est contre nous qu'il faut combattre. » Balbo eût-il été exilé, le sens et l'acceptation de cette mesure disciplinaire — et je donne à l'expression toute sa valeur — auraient leur efficacité, leur beauté, leur grandeur.

FERNAND DESONAY,
Professeur à l'Université de Liège.

La question juive

La *Schönere Zukunft* du 10 décembre a publié sur la question juive un article dont il serait difficile d'exagérer l'importance. A vrai dire, il ne s'agit pas d'un simple article. C'est plutôt un important passage d'un livre certainement appelé à un grand retentissement.

Cet ouvrage, récemment publié à Vienne, s'intitule : *L'Ordre dans la question juive*. Il est divisé en deux parties confiées à des auteurs différents et qui, au dire de la *Schönere Zukunft*, se complètent, pour aboutir aux mêmes conclusions pratiques.

L'un des auteurs est le D^r Emmerich Czermack, ancien ministre de l'Instruction publique et un des chefs du parti chrétien-social. L'autre est le D^r Oskar Karbach, publiciste, juif nationaliste.

Les pages que je me propose de résumer sont du D^r Czermack.

* * *

Dans le siècle de libéralisme qui est en train de mourir, le peuple juif a joué un rôle si prépondérant aux points de vue économique, politique et intellectuel, qu'il est devenu urgent de trouver entre les Juifs et les peuples dont ils sont les hôtes un terrain d'entente.

Pendant des siècles et grâce au ghetto, le peuple juif avait constitué une nationalité fermée. Dans les États chrétiens, les Juifs formaient un État séparé, État qui, à bien des points de vue, constituait une sorte de privilège, si on le compare à celui de la masse du peuple et des serfs paysans.

Depuis le siècle des lumières (*Aufklärung*), la situation du peuple juif s'est transformée. L'effort sans cesse croissant que faisaient les nations occidentales pour abolir toutes les barrières qui empêchaient le libre développement de toutes les forces industrielles

profita aux Juifs. Eux aussi aspirèrent à briser les entraves qui les avaient jusqu'alors confinés dans le ghetto.

Tout ce qui contribuait à émanciper l'individu de toutes les contraintes spirituelles ou sociales qui pesaient sur lui fut accueilli avec enthousiasme par les Juifs.

Ce n'est pas seulement vers la liberté économique et politique que tendirent leurs efforts. Ce fut aussi vers la libération religieuse. Avec Moïse Mendelssohn en Allemagne, les Juifs entrent dans le monde nouveau créé par le libéralisme et secouent le joug de leurs traditions religieuses et culturelles.

Le siècle du libéralisme se caractérise par une influence sans cesse croissante du judaïsme. En science, en culture, dans l'économie privée et publique, les forces juives, libérées de leurs anciennes entraves, marquèrent fortement leur empreinte. La direction intellectuelle, consciemment ou non, passa dans leurs mains. On les trouve partout où cette direction peut s'exercer : dans le journalisme, les agences de presse, le théâtre, la critique. Le Juif émancipé entra avec une rare énergie et une remarquable habileté dans le monde des idées chrétiennes, pour leur donner une nouvelle signification et les adapter à ses propres besoins. Au fur et à mesure que les peuples chrétiens abandonnaient les usages, les coutumes, les institutions protectrices qu'ils avaient héritées de leurs ancêtres, l'influence des Juifs sur toute la vie sociale devenait de plus en plus forte.

Tandis que les nations chrétiennes abandonnaient des devoirs essentiels qu'elles avaient, de par leurs croyances, mission d'accomplir, les Juifs se faisaient les avocats de tous ceux qui devenaient les victimes des révolutions politiques, économiques et morales qui étaient en train de s'accomplir.

Les Juifs se donnèrent la tâche de jouer, à leur manière, le rôle que les chrétiens auraient dû jouer. De là la naissance de tous ces « ismes » qui étaient destinés à faire le bonheur de l'humanité : libéralisme, humanisme, socialisme, pacifisme, etc.

Mais tous ces « ismes », durs, sans âme, n'étaient que des succédanés inorganiques des doctrines chrétiennes. Ces « ismes » n'ont apporté ni vraie solution, ni salut. Au contraire. Au lieu des bienfaits espérés, ils n'ont fait qu'accroître les inimitiés entre les hommes. Au lieu de dompter les instincts pervers, ils les ont flattés et ils les ont débâchés. La distance est longue entre l'humanisme et l'amour du prochain. Le libéralisme est tout autre chose que la tolérance. Le pacifisme qui ne connaît pas la conception chrétienne de l'amour des ennemis est un admirable exemple de l'effort infructueux.

Quand le libéralisme vint à branler, avec une soudaineté à laquelle personne ne s'attendait, les Juifs transportèrent leur drapeau dans le camp marxiste.

* * *

Un monde de contradictions semble habiter l'âme juive. Grande amabilité allant jusqu'à l'obséquiosité, avec, dans les discussions, une violence sans frein. Curieuse facilité à s'adapter à toutes les circonstances, avec une ténacité invincible dans les desseins.

Tout le monde sait que les Juifs, en Autriche, sont disséminés dans tous les partis, et qu'à l'occasion ils luttent les uns contre les autres, sans trop de scrupules, dans le choix des moyens. Mais, d'autre part, nous sommes toujours étonnés de voir qu'il y a entre tous les Juifs un sentiment de solidarité d'une rare puissance, surtout quand il s'agit de repousser une attaque contre leur race. Le ministre italien Luzzati disait un jour : « Je ne me sens pas Juif, mais dès que les Juifs sont attaqués, je prends conscience de mon origine. »

Partout et toujours, malgré un certain complexe d'infériorité dont souffrent les Juifs, on voit affleurer chez eux le sentiment

qu'ils ont une mission messianique à accomplir. Même quand ils se sont dégagés des anciennes entraves, quand ils se sont libérés de la rigide loi mosaïque, les Juifs conservent la conscience de leur mission : « Nous sommes le peuple de Dieu. »

Cette conscience leur donne un sentiment de puissance et de force jusqu'au milieu des pires souffrances. Rien de plus caractéristique, à cet égard, que ces mots du professeur Georges Bernhard, chassé d'Allemagne par la persécution hitlérienne : « Le peuple allemand doit savoir que pour chaque dommage qu'il permet à son gouvernement de causer, il sera tenu pour pleinement responsable. Pour chaque parcelle de pfennig nous réclamerons des intérêts et l'intérêt des intérêts. »

Aujourd'hui tout observateur sérieux, même le plus bienveillant, doit convenir que l'assimilation a nui aux deux parties.

L'écrivain juif sioniste Klatzkin a jugé cette situation avec autant de finesse que de justesse : « Les assimilés, quand ils appartiennent à une aristocratie intellectuelle, ne peuvent pas se soumettre comme des esclaves ni se laisser entièrement annihiler. Mais alors ils sont trop actifs dans l'assimilation et deviennent insupportables. Consciemment ou non, alors qu'ils demandent à être assimilés, ce sont eux qui cherchent à assimiler les peuples. »

Dans les premiers stades de l'assimilation, ils sont une nuisance non seulement pour la nation juive dont ils viennent et dont ils leur est impossible de se libérer complètement, mais encore pour la nation à laquelle ils s'efforcent, moitié dominés, moitié dominants, de s'aggréger. Ils troublent souvent les sources de la culture étrangère, ils les falsifient même quand ils ont l'air de les explorer dans leurs profondeurs. Ils en contaminent la pureté et l'originalité. »

* * *

L'assimilation a échoué. Au milieu des peuples qui leur ont accordé le droit de cité, les Juifs restent comme un corps étranger. La plupart des Juifs sentent cela eux-mêmes et ne se gênent pas pour le dire (1).

Dans un congrès sioniste le D^r Klatzkin disait : « Nous sommes Juifs sans aucune restriction. Nous sommes un peuple étranger parmi vous et nous voulons le rester. Entre vous et nous il y a une cloison qu'on ne saurait briser. Vos querelles ne sont pas les nôtres. Notre unité se situe au-dessus de tout cela, très loin des conditions et des luttes de votre patriotisme. »

C'est le même esprit qui animait certaines déclarations du fameux ministre anglais Disraëli : « Le Juif ne peut pas être assimilé. Il est impossible qu'une race supérieure soit assimilée par une race inférieure. »

Un de ceux qui connaissent le mieux le judaïsme et qui l'apprécie avec le plus de bienveillance, Hilaire Belloc, dévoile avec une impitoyable logique le nœud de la question juive. Toute la question revient à savoir comment on peut traiter un corps étranger dans un organisme. On peut le supprimer ou on peut l'isoler. La suppression pourrait être obtenue soit par la destruction, soit par l'expulsion, soit par l'assimilation. Du moment que ces trois procédés, plus ou moins hostiles, ne sont ni possibles, ni efficaces, il faut envisager l'isolement. L'isolement tient compte du bien du corps isolé et de l'organisme dans lequel il est logé.

Dans ce cas, il vaudrait mieux remplacer le mot « isolement » par celui de « reconnaissance ».

Belloc propose ensuite de considérer les Juifs comme faisant partie d'une nationalité séparée. Cette nationalité, nous aurions à la reconnaître sans réserve, à la respecter, à la considérer comme une province de la communauté, mais en dehors de la nôtre.

(1) J'ai moi-même recueilli plusieurs fois cette confidence de la bouche de jeunes Juifs, qui paraissaient extérieurement parfaitement assimilés. F. D.

Nous devons bien nous persuader que la question juive ne sera jamais complètement résolue dans le monde entier. Cela ne doit pas nous empêcher de chercher à faire tout le possible pour atteindre ce qui peut être atteint, c'est-à-dire des solutions partielles. C'est une solution partielle que le retour des Juifs en Palestine.

On a cherché dans ces derniers temps, et cela en dehors des Juifs, s'il ne serait pas possible de trouver un pays qui pourrait contenir toute la nation juive, et il a été question de Madagascar. Mais comme nous croyons fermement qu'une grande partie de la nation juive restera toujours dispersée au sein des autres nations, nous pensons que le moyen d'assurer aux Juifs une situation politique durable, et sans danger, c'est de leur reconnaître un « droit spécial », une sorte de droit de minorité, qui tiendrait compte de la situation particulière des Juifs et qui réglerait notamment leur statut social et économique au milieu des nations qui les reçoivent, de manière à donner le moins d'occasions possible de frictions et de conflits haineux.

Que dans les événements qui se succèdent actuellement avec une étonnante rapidité les mouvements dirigés contre l'assimilation des Juifs, s'accompagnent de campagnes passionnées, de prétentions insoutenables, de solutions hâtives, il faut hautement le déplorer. Mais la prétention d'une partie de nos concitoyens juifs de conserver à tout prix les positions qu'ils avaient acquises, presque sans lutte, dans les domaines économiques et intellectuels est également insoutenable. Il faut cesser d'accuser et de maudire les peuples qui veulent assurer la paix et la sécurité de leur État. Nous, Allemands, nous allons volontiers à la rencontre du peuple juif; nous désirons respecter leur religion nationale et nous souhaitons qu'elle soit protégée. Mais nous désirons nous protéger nous aussi.

Ce n'est pas principalement contre ceux qui se réclament de la nationalité et de la religion juives que nous avons à nous protéger, mais c'est contre ces hommes néfastes sans patrie et sans religion qui, dans beaucoup de cas, se sont fait une sorte de vocation, de devoir professionnel de travailler à la dissolution de leur propre peuple et des peuples qui les reçoivent. Les Juifs doivent renoncer au double rôle qu'ils aiment à jouer et qui leur a valu des avantages injustifiés.

En matière économique il faudra fixer des limites auxquelles il conviendra de réfléchir sérieusement. Dans notre culture nationale ils ne devront pas prendre d'autre part que celle qui convient à des hôtes. Car chaque fois qu'ils s'évertuent à vouloir paraître de bons Allemands, ils trahissent leur sang et leur race, sans arriver à atteindre le but qu'ils se proposent.

Nous ne reprochons pas aux Juifs de conserver un reste de piété pour le régime libéral aujourd'hui aboli, qui leur a procuré tant d'avantages, mais aussi bien des inconvénients. Nous attendons d'eux qu'ils reviennent à leur ancien conservatisme et qu'ils se libèrent de ce qui n'a pu être qu'une illusion de leur imagination de vouloir se considérer comme étant sur le même pied que les Allemands.

Le simple amour de la vérité nous oblige à reconnaître que le peuple juif a reçu en partage une énergie peu commune. Aguerri par une lutte séculaire pour son existence et sa situation, il a joué dans la vie des peuples un rôle toujours important, souvent décisif. Ce don qu'a le peuple juif de s'enthousiasmer pour des causes d'une extrême importance pour l'humanité, de s'y vouer complètement et parfois de se sacrifier pour elles est, à bien des points de vue, un magnifique exemple.

Et nous, Allemands, nous n'avons aucune raison de nier que, depuis des siècles, les fils de la race juive qui ont vécu parmi nous ont contribué pour leur part à l'essor intellectuel, économique de notre nation. Sans eux la richesse et la variété de notre civili-

sation ne seraient pas ce qu'elles sont. Mais ce serait une erreur de penser que cette reconnaissance de la puissance d'organisation et de recherches de la race juive nous oblige à remettre dans ses mains, par je ne sais quel décret du destin, la direction exclusive de notre sort et à devenir les instruments passifs du génie juif, considéré comme supérieur à tout.

Cet amour de la vérité et de la justice que les Allemands ont dans le sang et qui les pousse à respecter le droit des autres ne doit pas dégénérer en lâche retraite. Nous ne pouvons pas abandonner notre droit de diriger nous-mêmes le développement de nos particularités nationales. Toutes nos tribus allemandes ont derrière elles une grande et glorieuse histoire. Quand elles étaient réunies dans le saint Empire romain germanique, elles ont contribué au développement de l'Europe. Le souci de la civilisation chrétienne nous fait un devoir de prendre conscience qu'il est temps de s'arrêter sur le chemin qui conduit à la destruction de tant de valeurs précieuses, irremplaçables et aujourd'hui menacées.

* * *

Je n'ajouterai que peu de chose à l'exposé du Dr Czermak. Ma traduction des pages publiées par la *Schönere Zukunft* n'est pas strictement littérale. Mais j'en ai toujours reproduit le sens exact, avec une scrupuleuse fidélité.

Cette traduction, je la donne à titre purement documentaire. J'ai eu autrefois beaucoup d'élèves juifs. Quelques-uns étaient mes amis et m'ont témoigné une confiance dont je leur suis reconnaissant. Qu'ils n'aillent pas s'imaginer comme ils l'ont fait à une autre occasion, que je suis devenu subitement antisémite. J'estime qu'un catholique n'a pas le droit de participer à un mouvement qui *volens nolens* excite les passions les plus dangereuses : les passions de race et de religion.

Je n'ai pas d'opinion personnelle bien assurée sur les meilleurs moyens de résoudre la question juive. Mais cette question existe. Elle se posera dans tous les pays, tôt ou tard, d'une façon plus ou moins aiguë. Le meilleur moyen d'éviter des excès, des luttes pénibles, des polémiques passionnées, c'est d'essayer de lui trouver une solution dans une atmosphère pénétrée de raison, de justice et de charité.

Il y a dans les pages de Czermak des réflexions intéressantes, des suggestions originales, à côté d'évidentes exagérations. Quand nous aurons reçu l'ouvrage dont ces pages sont extraites, nous ne manquerons pas de résumer pour nos lecteurs l'opinion du Dr Karbach qui fait entendre le son de cloche juif.

FERNAND DESCHAMPS.
Professeur d'économie sociale.

La revue catholique des idées et des faits

la revue belge d'intérêt général la plus vivante,
la plus actuelle, la plus répandue.

Elle renseigne sur tous les problèmes religieux,
politiques, sociaux, littéraires, artistiques
et scientifiques.

Les idées et les faits

Chronique des idées

« Encyclopédie belge »

C'est un événement littéraire considérable, accueilli, nous semble-t-il, avec trop peu d'empressement, que l'apparition de l'*Encyclopédie belge*, fort in-quarto coquille de 896 pages, édité à la « Renaissance du Livre » (12, place du Petit-Sablon), imprimé chez A. Lesigne (27, rue de la Charité). Elle était ardemment souhaitée par tous les travailleurs de la pensée, car les tentatives antérieures, *La Patria Belgica* d'Eugène Van Bemmel, s'arrêtant à 1880, *La Belgique centenaire* et *La Patrie belge*, de caractère strictement jubilaire, partant limitatif, étaient manifestement insuffisantes. Il y avait place pour un inventaire intégral de nos richesses intellectuelles, un vaste répertoire, ramassé cependant en de justes limites, embrassant toutes les activités nationales dans leur plein épanouissement et les soumettant à une juste critique.

Beaucoup en rêvaient, il fallait un homme d'initiative qui osât entreprendre cet immense labeur. Il s'est rencontré en la personne de M. MAURICE WILMOTTE, professeur honoraire à l'Université de Liège, où il enseigne pendant près d'un demi-siècle avec un exceptionnel succès. Représentant autorisé d'une mentalité assez rare qui joint à la passion de la civilisation française la culture délicate de la sensibilité wallonne, il s'est signalé par de nombreuses et savantes publications où alternent les travaux de dialectologie et les études d'histoire littéraire. Ancien directeur de la *Revue de Belgique*, rédacteur en chef de la *Revue franco-belge*, directeur de la revue *Le Moyen Age*, il s'est fait la main, pour ainsi dire, aux tâches complexes et synthétiques. Ce lui sera un titre incontestable à la reconnaissance de tous les ouvriers de la pensée belge d'avoir mis sur pied cette œuvre imposante par sa masse, riche par son contenu, lustrée par son ordonnance. Il l'a conçue dans un esprit de large compréhension et d'équitable impartialité. Renonçant à l'ordre alphabétique du dictionnaire, qui est, en somme, un pur désordre, il a sagement adopté l'ordre des matières, divisant l'ouvrage en vingt-six chapitres dont il a réparti la rédaction entre cinquante-sept collaborateurs, spécialistes choisis uniquement à raison de leur compétence. Se présentant sur deux colonnes, imprimé sur papier d'édition en caractères d'une parfaite lisibilité, enrichi d'illustrations documentaires ou artistiques d'une irréprochable netteté dans le texte et hors texte, pourvu d'excellentes tables, onomastique, index des noms géographiques, table analytique des matières, l'ouvrage, si volumineux qu'il soit, est d'un maniement très facile, tandis que la modicité relative du prix, 180 francs, le met à la portée de tous les amateurs.

L'*Encyclopédie* répond à deux fins, l'une générale, l'autre particulière. En rassemblant dans une puissante synthèse récapitulative tous nos trésors de science et d'érudition, elle fera honneur à la Belgique, en face de l'étranger, de la part brillante qui lui revient dans la culture des sciences, des lettres, des arts, le développement de l'agriculture, de l'industrie, dans toutes les branches de la civilisation, sans oublier la religion.

Pour tous ceux qui, à un titre quelconque, par la plume ou la

parole, ont à traiter de l'une ou l'autre des matières contenues en ce vaste ensemble, ils sont assurés de trouver sous la main, parmi des richesses d'informations inouïes, les renseignements désirés.

Il fut un temps où d'avoir des clartés de tout, d'être l'honnête homme doté de connaissances variées et étendues qui lui permettaient de faire figure dans le monde et d'aborder les questions à l'ordre du jour avec aisance et sûreté n'était pas trop malaisé. Aujourd'hui, devant le développement formidable des activités nationales dans tous les domaines, devant la complication croissante des spécialités, il est à plaindre le publiciste, l'écrivain, le conférencier qui cherche à se documenter pour être à la page, s'il lui faut remonter aux sources spéciales, se tenir au courant du progrès des idées, se livrer aux consultations particulières, s'il n'a pas à sa portée dans une œuvre unique l'équivalent d'une bibliothèque, un livre qui réunisse en un faisceau les documents épars, bref, une *encyclopédie*.

Cette mine d'or ouverte à tous, où se rassemblent tant de richesses, non pas amoncelées au hasard, mais habilement classées : la voici, réunissant toutes les conditions essentiellement pratiques d'investigation. Elle représente une somme incalculable de labeurs, elle a exigé du directeur de l'entreprise et de ses collaborateurs plus d'une année de patientes recherches et elle fera gagner encore plus de temps qu'elle n'en a coûté.

* * *

On comprendra qu'il n'est pas possible de passer en revue dans cette recension même les articles les plus importants et d'en apprécier la valeur. Il nous paraît plus expédient, pour donner au lecteur une juste idée de l'*Encyclopédie*, de dresser ici, extraite de la table analytique des matières, une table synthétique. Cette énumération, avec indication du nom d'auteur, déploiera devant le lecteur le magnifique panorama des régions qu'il pourra explorer plus tard après les avoir contemplées dans leur ensemble :

I. *Notre pays* (Géographie), par Pergameni. *Notre histoire*, vue d'ensemble, par Henri Laurent. *Le folklore*, par Albert Marinus. *Cortèges et fêtes populaires*, par Louis Piérad.

II. *Notre vie politique*, par Pierre Daye.

III. *Notre vie religieuse*. 1. L'Organisation catholique, par Mgr Schyrgens. 2. L'Organisation protestante, par Schyns. L'Organisation israélite, par David Berman.

IV. *Notre vie économique*. 1. Agriculture, par L. Van der Vaeren. 2. Les Industries. Caractères généraux, par Gustave-L. Gérard. — Industries extractives (principalement l'industrie charbonnière), par V. Firket. — Métallurgies considérées dans leur ensemble, par Sylvain F. Périn. — Construction mécanique, par W. Vogaert. — Industries verrières et céramiques, par Henri Beauraïn. — Industries chimiques, par Pierre Hans. — Industries textiles, par Clément Leclerc. — Industries du cuir, par Camille Fétu. — Industries relatives à la production et à la distribution de l'électricité, par Emile Uytborck. — 3. Commerce, par Paul Ectors et Herbert Aronstein.

V. *Notre vie sociale* (Classe ouvrière, Employés, La Belgique et les conventions internationales du travail), par Max Gottschalk.

- VI. *Notre vie communale et provinciale*, par J. Lespès.
 VII. *Notre vie juridique*, par F. Landrien et G. Bergé. — La Belgique pénitentiaire, par F. Cornil.
 VIII. *Notre vie financière*, par Frédéric Van der Linden.
 IX. *Notre vie militaire*, par Charles Dendal.
 X. *Notre vie hygiénique et médicale*, par Louis Delattre.
 XI. *Nos langues nationales*. 1. Le Français, par Marcel Paquot et M. Wilmotte. 2. Le Flamand, par R. Verdeyen. 3. L'Allemand (du sud-est du Luxembourg et de l'est de la province de Liège), par A. Bertrand.
 XII. *Notre vie scolaire*, par Georges Vrancken.
 XIII. *Nos Institutions scientifiques*, par C. Liégeois et I. Kraentzel.
 XIV. *Notre vie scientifique*. 1. Tableau des sciences morales (Historiologie, Philologie, Philosophie, Sociologie), par Boisacq et M. Wilmotte. 2. Tableau des sciences naturelles, par Léon Frédéricq. Tableau des sciences physiques et mathématiques, par I. Pelseener.
 XV. *Notre vie physique* (Géographie), par Désiré Tits.
 XVI. *Notre vie littéraire*. 1. par Gustave Charlier. 2. Histoire des Lettres flamandes, par J. Kuypers. 3. Histoire des Lettres wallonnes, par Ch. Defrècheux.
 XVII. *Notre vie artistique*. 1. Les Arts plastiques, par Gustave Vanzype. 2. La Musique, par Charles Van der Borren.
 XVIII. *Notre vie théâtrale*, par Henri Liebrecht.
 XIX. *Nos moyens de transport*, par M. Castiau.
 XX. *Notre presse*, par Richard Dupierreux, avec notes supplémentaires sur Nos Périodiques, par G. Charlier et M. Wilmotte.
 XXI. *Notre vie sportive*, par Victor Boin.
 XXII. *Notre chasse et notre pêche*. 1. La Chasse, par Octave Leschevin. 2. La Pêche fluviale, par M. Lestage. 3. La Pêche maritime, par G. Gilson.
 XXIII. *Nos villégiatures et notre tourisme*, par O. Petitjean.
 XXIV. *Notre T. S. F.*, par André Guéry.
 XXV. *Notre colonie*, par G.-D. Périer.
 XXVI. *La Belgique au dehors*. 1. Le Passé, par P. Harsin (Relations internationales depuis 1830). 2. Les Tâches essentielles (Expansion, Administration centrale, Représentation à l'étranger), par Cooremans.

* * *

Le lecteur s'étonnera, peut-être, qu'une si énorme matière puisse tenir en un seul tome. Qu'il entende ici la réponse que fait à cette objection M. Maurice Wilmotte :

« Pour réaliser dans sa totalité le programme de l'*Encyclopédie belge*, il eût fallu un ouvrage en plusieurs tomes se rapprochant comme étendue et comme aspect des grandes encyclopédies publiées à Paris, en Angleterre et en Allemagne au XIX^e siècle et déjà dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle. A défaut de meilleures raisons, les circonstances nous interdisaient cette vaste entreprise et le problème a été pour nous de concilier les exigences matérielles d'une œuvre comme celle-ci avec les possibilités réduites d'un petit pays et l'avertissement sévère que nous donne la crise économique actuelle. C'est pourquoi nous avons cru devoir tracer à nos collaborateurs une règle un peu stricte en leur imposant une condensation de la matière qui rendait assurément leur tâche plus difficile, mais qui nous permettait d'offrir au public dans un format commode et à un prix modéré un ensemble de données qu'on est accoutumé de ne trouver qu'à l'état épars et après des recherches souvent laborieuses. »

Le public jugera que le problème a été élégamment résolu à son entière satisfaction et se félicitera de l'inappréciable avantage qui lui est offert.

J. SCHYRGENS.

Concerts Spirituels à Bruxelles

(Association sans but lucratif)

Le public des concerts vient de faire un très grand succès à l'exécution du *Messie* de Haendel par les Concerts Spirituels, témoignant ainsi, une fois de plus, sa sympathie pour l'institution et son admiration pour la valeur artistique de ses réalisations.

Les juges les plus autorisés se joignent au public pour reconnaître les mérites particuliers de ces chanteurs, constitués de deux cents chanteurs spécialisés pour l'oratorio et merveilleusement assouplis par quatorze années de travail et de perfectionnement constants.

Les Concerts Spirituels ont pris rang parmi les plus importantes organisations musicales du pays; leurs exécutions sont attendues et applaudies par les musicologues attirés de tous les coins de la Belgique; leur rôle artistique, éducatif et religieux a consacré une réputation unique en son genre.

Les Concerts Spirituels doivent continuer à vivre et à rayonner; ils entendent avant tout vivre par leur propre effort, et subsister malgré la rigueur des temps. Si des raisons d'ordre budgétaire les contraignent de reprendre le chemin du Conservatoire royal, c'est avec joie qu'ils y retrouveront, demain comme hier, un temple recueilli.

A l'occasion du XV^e anniversaire de leur fondation (février 1919), les Concerts Spirituels y donneront, les 3 et 4 février prochain, l'*Oatorio de Noël*, de Bach.

Les abonnés y auront leur place, au rang qu'ils occupaient au Palais des Beaux-Arts; les habitués se joindront à eux particulièrement nombreux en cette occasion; et les admirateurs de Bach se hâteront à réserver les places qui resteront disponibles.

Puissent tous les amis des Concerts Spirituels et de l'Idéal qu'ils chantent s'associer activement à leur apostolat artistique et religieux!

ABONNEMENTS A L'ÉTRANGER

Le prix de l'abonnement pour l'étranger est fixé comme suit :

- I. — Pour le Grand-Duché de Luxembourg 17 belgas
 II. — Pour le Congo belge 22 belgas
 III. — Pour l'Albanie, Algérie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bulgarie, Congo français, Côte d'Ivoire, Espagne, Esthonie, Ethiopie, France, Gabon, Grèce, Guinée française, Haiti, Hongrie, Lettonie, Maroc, Martinique, Mauritanie, Niger-Oubangi-Charl, Paraguay, Pays-Bas, Perse, Pologne, Portugal et colonies, Réunion, Roumanie, Salvador, Sarre, Sénégal, Serbie, Croatie et Slavonie, Somalis, Soudan, Tchad, Tchécoslovaquie, Terre-Neuve, Tunisie, Turquie, Uruguay, Républiques Soviétiques Socialistes, Brésil, Égypte, Mexique, Equateur. 25 belgas
 V. — Pour tous les autres pays 28 belgas

CH. LORIN & C^{IE}

VITRAUX D'ART

Mosaïques décoratives

CHARTRES : 46, rue de la Tannerie. Téléphone : 0.42.
 PARIS : 199, rue de Vaugirard. Téléphone : Ségur 45.44.

Quelques références :

Cathédrales de Chartres, Châlons-sur-Marne, Toul, Metz, Toulouse, etc.; Monuments nationaux : Sacré-Cœur de Montmartre, Notre-Dame de Lorette, Dormans, etc.